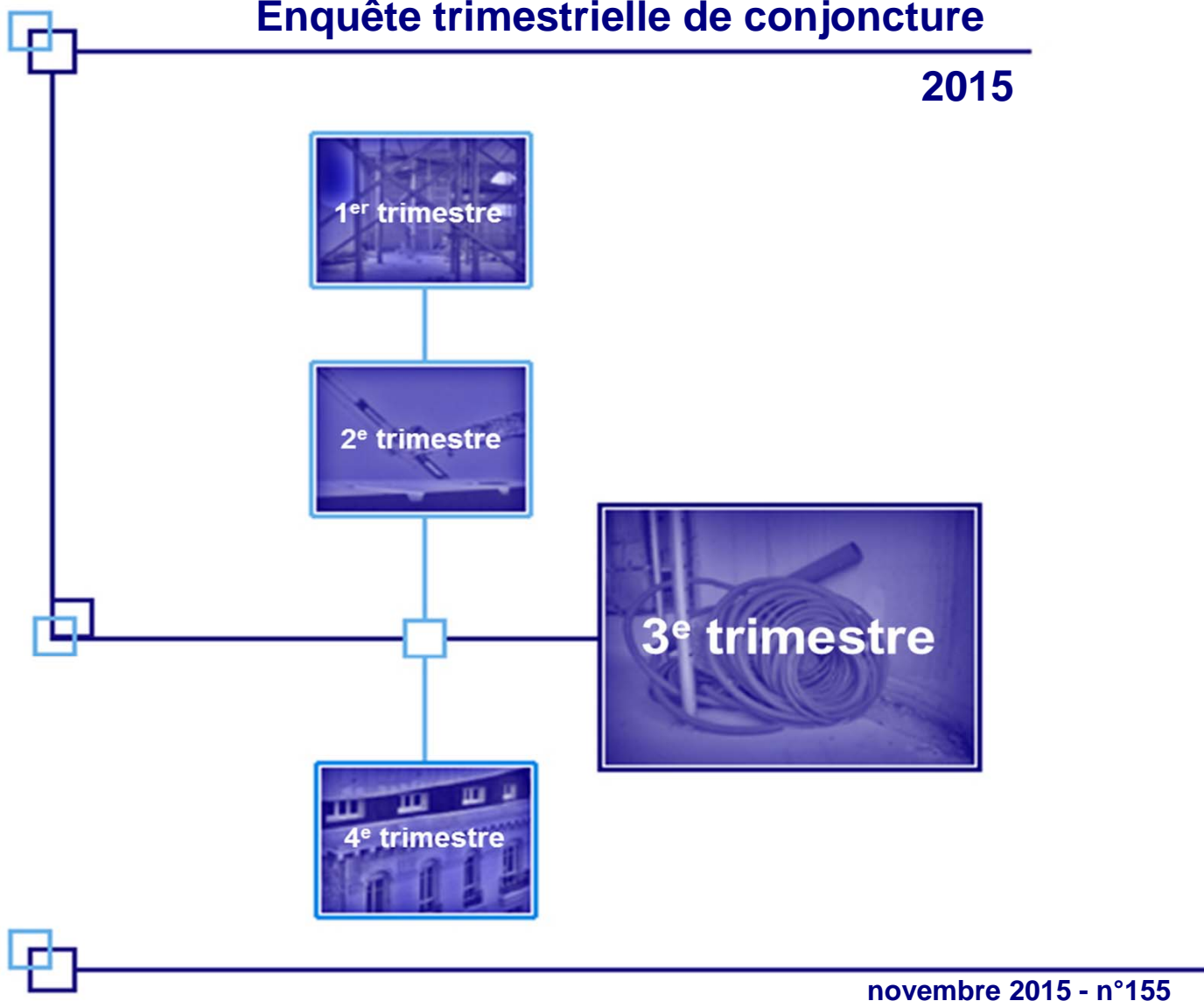


Enquête trimestrielle de conjoncture

2015



ENQUETE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

Troisième trimestre 2015

Opinions émises par les entrepreneurs à l'enquête trimestrielle de conjoncture comparées à celles des 2e trimestre 2015 et 3e trimestre 2014

		Ensemble des corps d'état	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etancheite	Métallerie	Genie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
Ensemble de l'activité	Par rapport au trimestre écoulé	↗	↗	↗	↗	↗	↘	↗	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↗	↗	→	↗	→	↘	↗	↗
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↗	↗	↘	↗	↗	↗	↗	↗
Le logement neuf	Par rapport au trimestre écoulé	→	↘	↘	↗	↘	↘	↗	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↗	↗	→	↗	↘	↗	↗	↗
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↗	↗	↗	↗	↗	↗	→	↗
Les locaux non résidentiels neufs	Par rapport au trimestre écoulé	→	↗	↘	↗	↗	↘	↗	↘
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↗	↗	↘	→	↗	↘	↗	↗
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	→	↗	↘	→	↗	↗	↗	↘
L'entretien-amélioration	Par rapport au trimestre écoulé	→	↘	↗	↗	↗	↘	↗	↘
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↗	→	→	↗	↗	↘	→	↗
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↗	→	↗	↗	↗	↗	↗	↗
Opinion sur les carnets de commandes	Par rapport au trimestre écoulé	↗	↗	↗	↘	↗	↗	→	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↗	↗	↗	↗	↗	↗	→	↗
Prévisions de prix	Par rapport au trimestre écoulé	→	→	→	↗	↘	↗	↗	↘
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↗	↗	↘	↗	↗	↗	→	↘
Trésorerie	Par rapport au trimestre écoulé	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↗	↗	↗	↗	↘	↗	↗	↗
Prévisions d'investissements	Par rapport à l'année précédente	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗
Les effectifs	Par rapport au trimestre écoulé	→	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↘
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↗	→	↗	↗	↘	↗	↗	→
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↘
Tendance générale prévue de l'activité du Bâtiment	Par rapport au trimestre écoulé	→	↗	↘	↗	↘	↘	↘	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗

Cette enquête est réalisée par la Direction des Affaires Economiques et Juridiques de la FFB Grand Paris en liaison avec la FFB Région Ile-de-France Yvelines Essonne Val d'Oise et la FFB Ile-de-France Est.

FFB Grand Paris
10, rue du Débarcadère
75852 Paris Cedex 17
Tél : 01 40 55 10 57 et 10 52
Fax : 01 40 55 10 64

FFB Région Ile-de-France
Yvelines-Essonne-Val d'Oise
23, rue du Général de Gaulle
78560 Le Port Marly
Tél : 01 39 58 28 91

FFB Ile-de-France Est
45, rue Nouvelle
77002 Melun Cedex
Tél : 01 64 87 66 00

	L'activité au cours du troisième trimestre 2015	L'activité prévue pour le quatrième trimestre 2015
Activité	<p>L'activité des entreprises s'est repliée au troisième trimestre 2015. En effet, si le solde d'opinion correspondant progresse pour le deuxième trimestre consécutif, il reste inférieur de 7 points à sa moyenne sur dix ans. Le ralentissement de l'activité, continu depuis plus de trois ans, s'est poursuivi au troisième trimestre.</p> <p>L'activité s'est repliée tant sur les chantiers privés que sur les chantiers publics. L'activité sur les marchés publics reste très en retrait, le solde d'opinion correspondant étant inférieur de 17 points à sa moyenne sur dix ans.</p> <p>Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état montre que cinq corps d'état (Bois, Métallerie, Couverture-Plomberie-Etanchéité, Peinture-Finitions et Electricité) ont enregistré un rebond de l'activité. A l'inverse, le Gros Œuvre et le Génie Climatique-Isolation ont enregistré un net recul de leur activité.</p> <p>L'activité est contrainte pour 70% des entreprises (+1 point par rapport au trimestre précédent). Pour elles, l'insuffisance de commandes est le principal obstacle à l'accroissement de l'activité. Les contraintes financières sont également une préoccupation majeure.</p>	<p>Les résultats de l'enquête de conjoncture laissent augurer une activité dégradée pour le quatrième trimestre 2015. Après avoir atteint fin 2014 son plus bas niveau depuis 1996, le solde d'opinion des chefs d'entreprise concernant les perspectives d'activité de leurs entreprises progresse pour le troisième trimestre consécutif. Il s'établit à -15, niveau toujours nettement inférieur à la normale.</p> <p>Les perspectives d'activité sont moroses tant sur les chantiers publics que sur les chantiers privés.</p> <p>Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état montre que quatre corps d'état ont des perspectives d'activité positives : la Métallerie, le Génie Climatique-Isolation, la Peinture-Finitions et l'Electricité. Après trois trimestres consécutifs de hausse, le solde d'opinion des chefs d'entreprise du Gros Œuvre recule d'un point pour s'établir à -20.</p> <p>Le carnet de commandes moyen progresse de +0,1 mois pour s'établir à 5,4 mois, niveau supérieur à sa moyenne sur 10 ans (5,3 mois). 40% des entreprises ont un carnet de commandes inférieur ou égal à 2 mois.</p> <p>36% des sondés (+1 point) anticipent une baisse des prix. Cette part est nettement supérieure à la moyenne sur 10 ans (26%).</p>
Construction neuve	<p>Conséquence de la baisse des autorisations observée en Ile-de-France, l'activité est ralentie sur le marché de la construction neuve (logements et locaux), particulièrement sur le segment des locaux. Ainsi, le solde d'opinion correspondant à l'activité des entreprises sur le marché de la construction neuve de locaux recule d'un point pour s'établir à -32, niveau inférieur de 13 points à la normale.</p>	<p>Les perspectives d'activité sur le marché de la construction neuve de logements sont encourageantes. Le solde correspondant progresse de 17 points pour s'établir à -19, niveau supérieur à la moyenne sur 10 ans (-23). En revanche, les perspectives sur le marché de la construction neuve de locaux restent dégradées : malgré une légère hausse, le niveau du solde d'opinion reste inférieur de 12 points à la normale.</p>
Entretien-amélioration	<p>Après avoir fortement progressé au deuxième trimestre 2015, le solde d'opinion relatif à l'activité sur le marché de l'entretien-amélioration recule de 2 points pour s'établir à -11, niveau inférieur de 7 points à la normale.</p>	<p>Après deux trimestres consécutifs de hausse, le solde d'opinion relatif aux perspectives d'activité sur le marché de l'entretien-amélioration se stabilise. A -10, il reste inférieur de 5 points à la normale.</p>
Situation financière	<p>Le solde concernant la situation financière des entreprises progresse de 12 points pour s'établir à -14, niveau conforme à sa moyenne sur dix ans. Trois facteurs pèsent sur la situation financière des entreprises : le défaut de paiement des clients, le ralentissement de l'activité et les prix anormalement bas. 43% des chefs d'entreprise estiment que les délais de paiement s'allongent et 42% que les retards de paiement augmentent.</p>	<p>Fin 2014, 40% des chefs d'entreprise estimaient que leur capacité d'investissement serait réduite en 2015 par rapport à 2014. La confiance des chefs d'entreprise dans leur capacité d'investissement a globalement progressé sur les neuf premiers mois de l'année, malgré la légère baisse constatée au deuxième trimestre. Cette évolution en dent-de-scie reflète les incertitudes qui pèsent sur le retour de la croissance.</p>
Emploi	<p>42% des chefs d'entreprises éprouvent des difficultés de recrutement, niveau inférieur de 19 points à la moyenne sur 10 ans. Dans le contexte actuel, marqué par la faiblesse de l'activité, la part des entreprises confrontées à une insuffisance de personnel est faible ce qui diminue les besoins en recrutement. Parmi les entreprises rencontrant ces difficultés, 50% ont signalé des difficultés pour recruter des ETAM et 27% pour recruter des ouvriers professionnels.</p>	<p>Les perspectives de l'emploi sont orientées à la baisse depuis le premier trimestre 2014.</p> <p>9% (+3 points par rapport à l'enquête précédente) des chefs d'entreprise interrogés ont exprimé leur intention de recruter au quatrième trimestre 2015.</p> <p>Le solde d'opinion concernant l'évolution future des effectifs s'établit à -12, niveau nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans.</p>
Tendance générale	<p>Dans un contexte économique dégradé, 31% des chefs d'entreprise anticipent une contraction de l'activité dans le secteur du Bâtiment au quatrième trimestre 2015, niveau conforme à la moyenne sur dix ans.</p>	

La construction neuve de logements

• Logements autorisés (en nombre)

Période		France	IDF
12 mois à fin septembre 2015	p	359 783	68 130
12 mois à fin septembre 2014	p-1	372 063	63 024
Variation	p/p-1	-3,3%	8,1%

Source : Sitadel2

• Logements commencés (en nombre)

Période		France	IDF
12 mois à fin septembre 2015	p	288 222	51 120
12 mois à fin septembre 2014	p-1	290 081	47 053
Variation	p/p-1	-0,6%	8,6%

Source : Sitadel2

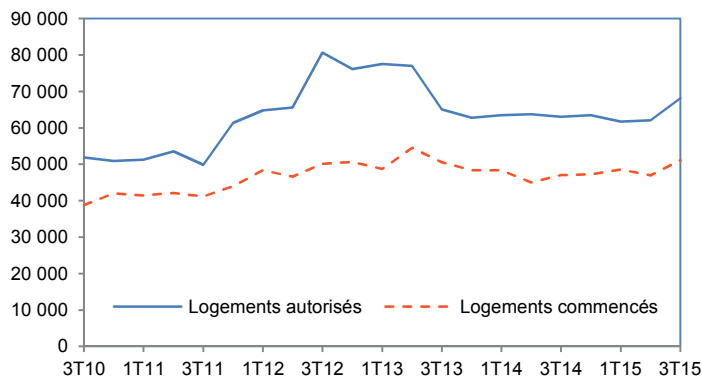
En France métropolitaine, 359 783 logements ont été **autorisés** sur les douze derniers mois, soit une baisse de -3,3% par rapport aux douze mois précédents. Après avoir atteint, début 2015, son point le plus bas depuis 2000, le volume des autorisations reste inférieur de 22% à la moyenne sur dix ans. Les autorisations de logements individuels (-4,6%, 149 547 unités) chutent le plus fortement, suivies par celles de logements collectifs (-3,1%, 179 848 unités). Les autorisations de logements en résidence progressent (+2,6%, 30 388 unités). Les autorisations en volume annuel progressent dans huit régions (Alsace, Auvergne, Basse-Normandie, Bretagne, Haute-Normandie, Ile-de-France, Pays de la Loire et PACA), l'Auvergne enregistrant la plus forte hausse (+13%).

288 222 logements ont été **commencés** sur les douze derniers mois, soit une baisse de -0,6% par rapport aux douze mois précédents. Les mises en chantier de logements en résidence (+12,6%, 25 408 unités) progressent le plus fortement suivies de celles de logements collectifs (+7%, 151 809 unités). En revanche, celles de logements individuelles chutent (-11,6%, 111 005 unités). Huit régions (Alsace, Bretagne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Picardie et Rhône-Alpes) enregistrent une progression des mises en chantier, la Champagne-Ardenne enregistrant la plus forte hausse (+22%).

En Ile-de-France, 68 130 logements ont été **autorisés** sur les douze derniers mois, en hausse de +8,1% par rapport aux douze mois précédents. Le volume annuel des autorisations est nettement supérieur à la moyenne (59 808). Sa progression est liée au volume important d'autorisations collectées en juillet et en septembre 2015. Le logement individuel (10 856 unités, +16,7%), le logement collectif (48 737 unités, +7,4%) ainsi que le logement en résidence (8 537 unités, +2,2%) enregistrent une progression du volume de logements autorisés.

51 120 logements ont été **commencés** sur les douze derniers mois, en progression de +8,6% par rapport au douze mois précédents. Seules les mises en chantier de logements individuels baissent (-6,5%, 5 709 unités). Les mises en chantier de logements collectifs sont en hausse (+4,7%, 36 818 unités). Suite à la forte progression des autorisations de logements en résidence observée ces dernières années, les mises en chantier de ce type de bien progressent fortement (+48,3%, 8 593 unités).

Graphique 1 : Logements autorisés et commencés en Ile-de-France en rythme annuel (en nombre)



Le marché du logement neuf en Ile-de-France (ADIL 75)

Sur les neuf premiers mois de 2015, les ventes de logements neufs et les mises en ventes ont progressé, respectivement, de +0,6% et +4,2% par rapport au neuf premiers mois de 2014.

Sur douze mois, les mises en vente atteignent 13 375 unités (en baisse de -7% par rapport aux douze mois précédents). Les mises en vente ne progressent qu'à Paris (+12%) et dans les Yvelines (+9%). Seuls les Yvelines enregistrent un volume de mises en vente supérieur à la moyenne observée depuis 2009.

Sur douze mois, les ventes atteignent 13 045 unités (en hausse de +3% par rapport aux douze mois précédents). Les ventes progressent dans quatre départements : le Val-de-Marne (+2%), la Seine et Marne (+38%), L'Essonne (+5%) et le Val d'Oise (+13%).

Stable sur un an, l'encours de logements disponibles en Ile-de-France (18 518 unités au 30 septembre 2015) reste nettement supérieur à la moyenne de long terme.

Le prix moyen des logements neufs disponibles s'établit à 4 757€ par m² en Ile-de-France, en baisse de -0,9% par rapport à juin 2015 (-2,1% en Zone Centrale, -0,2% en Grande Couronne).

Les aides à l'accession en Ile-de-France

Les lois de finances pour 2012 et 2013 ont durci les critères d'octroi du PTZ+ en instaurant un plafond de ressources et en le réservant au neuf. En 2014, le Gouvernement a décidé une nouvelle baisse de la quotité des PTZ+ en zone A. Comme le redoutait la Profession, cette mesure a fortement contraint la distribution de PTZ+ dans notre région, dès son entrée en vigueur. Ainsi, seuls 4 290 PTZ+ ont été distribués au premier semestre 2015, en baisse de -7,1% par rapport au premier semestre 2014. Le montant moyen des opérations (227 903€) est en baisse de -1,3%.

Observatoire du Crédit Logement (France)

Le nombre de prêts bancaires accordés dans le neuf a progressé de 30% sur un an. Au troisième trimestre, les taux sont légèrement remontés (2,2% contre 2,1% au deuxième trimestre) tandis que la durée moyenne des prêts (239 mois) augmentait de 0,3 mois. Enfin, le coût relatif des opérations s'est établi à 4,68 années de revenus.

Dans un climat tant politique, qu'économique et fiscal défavorable, le chiffre d'affaires de la construction neuve de logements devrait se replier de -1,5% en 2015.

La construction neuve de locaux non résidentiels

• Locaux non résidentiels autorisés (en milliers de m²)

Période		France	IDF
12 mois à fin septembre 2015	p	33 875	3 621
12 mois à fin septembre 2014	p-1	37 384	4 767
Variation	p/p-1	-9,4%	-24,0%

Source : Sitadel2

• Locaux non résidentiels commencés (en milliers de m²)

Période		France	IDF
12 mois à fin septembre 2015	p	22 999	2 452
12 mois à fin septembre 2014	p-1	25 739	3 238
Variation	p/p-1	-10,6%	-24,3%

Source : Sitadel2

L'ordonnance n° 2011-1539 du 16 novembre 2011 modifie la définition des surfaces de plancher prise en compte dans le droit de l'urbanisme. À compter du 1^{er} mars 2012, la surface de plancher se substitue à la surface de plancher hors œuvre brute (SHOB) et à la surface de plancher hors œuvre nette (SHON). Aujourd'hui, l'administration a recalculé les séries SHON passées en équivalent surface de plancher jusqu'au mois de décembre 2011. Une rupture de série apparaît en décembre 2011.

En France métropolitaine, 33,9 millions de mètres carrés de locaux non résidentiels ont été **autorisés** sur les douze derniers mois, en baisse de -9,4% par rapport aux douze mois précédents. Le volume des autorisations est inférieur de 12% à la moyenne observée depuis 2008 (38,5 millions de m²). Les surfaces autorisées de bureaux (3,9 millions de m²) baissent de -20,7%, celles de locaux de services publics (5 millions de m²) baissent de -18% et celles de locaux commerciaux (4 millions de m²) baissent de -15%.

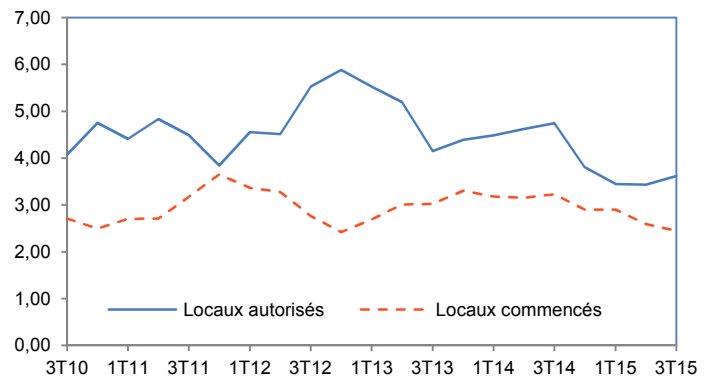
Les mises en chantier de locaux non résidentiels s'élèvent à 23 millions de mètres carrés sur les douze derniers mois, en baisse de -10,6% par rapport aux douze mois précédents. Tous les types de locaux non résidentiels enregistrent une baisse des surfaces mises en chantier. Ainsi, les mises en chantier de locaux de services publics baissent de -23,6% et celles de locaux industriels de -17%.

En Ile-de-France, 3,62 millions de mètres carrés de locaux non résidentiels ont été **autorisés** sur les douze derniers mois, soit une chute de -24% par rapport aux douze mois précédents. Les surfaces autorisées sur les deux principaux segments du marché sont en net recul : celles de bureaux (941 982 m²) chutent de -43,1% et celles de locaux de services publics (905 630 m²) de -17,3%. Seules les surfaces autorisées de locaux commerciaux (539 968 m², +2,6%) sont en hausse.

2,45 millions de mètres carrés de locaux non résidentiels ont été **mis en chantier** sur les douze derniers mois, soit une chute de -24,3% par rapport aux douze mois précédents. Tous les types de locaux enregistrent un recul des mises en chantier, notamment les deux principaux segments du marché que sont les bureaux (688 010 m², -25,3%) et les locaux de services publics (728 799 m², -28,1%). Il faut également noter la chute des mises en chantier de surface de locaux industriels (81 502 m², -63,5%).

La fin de l'exonération de la Redevance pour Création de Bureaux (RCB-IDF) pour les opérations de démolition-reconstruction et la forte augmentation de cette redevance dans la majorité des communes au 1^{er} janvier 2014 a bloqué le lancement de nombreux projets entre janvier et novembre 2014. Si le rétablissement de cette exonération a permis d'en débloquer certains, la concrétisation des opérations prendra plusieurs mois.

Graphique 2 : Locaux non résidentiels autorisés et commencés en Ile-de-France en rythme annuel (en millions de m²)



Selon CB Richard Ellis, les fondamentaux du marché français de l'investissement en immobilier d'entreprise sont solides. Il bénéficie d'un afflux de capitaux toujours plus important dans un environnement de taux courts et longs bas (l'euribor 3 mois est négatif et l'OAT 10 ans est inférieur à 1%). Les grands institutionnels étrangers (fonds de pension et fonds souverains) représentent 38% des engagements signés sur les neuf premiers mois de l'année. Demande forte, offre limitée et coût de l'argent au plus bas ont fortement pesé sur les taux de rendement immobiliers, tombés à 3,3% pour les bureaux parisiens du segment "prime".

Les données provisoires montrent que les transactions sur le marché francilien des bureaux, commerces et entrepôts se sont élevées à 11,8 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année (niveau stable sur un an).

Sur le marché francilien des bureaux, la demande placée atteint 1,5 millions de m² sur les neuf premiers mois, niveau inférieur de 13% à la moyenne sur 10 ans. La demande placée de surfaces de plus de 5 000 m² atteint 444 900 m² (-30% sur un an). Celle de surfaces intermédiaires (1 000 à 5 000 m²) progresse de +10% sur un an et celle de surfaces de moins de 1 000 m² de +12% sur un an. Le loyer facial moyen francilien hors charges pour des surfaces neuves ou restructurées / rénovées est stable sur un an à 297 € HT/m²/an. Le volume de surfaces immédiatement disponibles (3,9 millions de m²) est stable sur un an, soit un taux de vacance moyen de 7% en Ile-de-France. La part du stock constitué de surfaces neuves ou restructurées baisse de 3 points sur un an pour s'établir à 17%, principalement, en raison du passage à l'état d'usage des surfaces livrées il y a plus de cinq ans. L'offre future certaine neuve ou restructurée (1,5 millions de m²) est en baisse de -23% sur un an. CRBE recense 3,1 millions de m² d'offre future probable (-11% sur un an), en raison, notamment, de l'abandon du projet de la Tour Phare à la Défense, remplacée par la Tour Sisters dont le permis n'a pas été déposé.

Avec 704 400 m² de demande placée en Ile-de-France sur les neuf premiers mois de l'année, l'activité sur **le marché des entrepôts de plus de 5 000 m²** progresse de +15% sur un an. Le stock atteint 1,34 million de m², en baisse de -6% sur un an.

Sur le marché francilien des locaux d'activité et des petits entrepôts, la demande placée atteint 600 400 m² sur les neuf premiers mois de l'année (-10% sur un an). Le stock s'élève à 2,6 millions de m², en hausse de +6% sur un an.

La faiblesse des mises en chantier et des autorisations devrait se traduire en 2015 par un repli de -1% du chiffre d'affaires de la construction neuve de locaux non résidentiels en Ile-de-France.

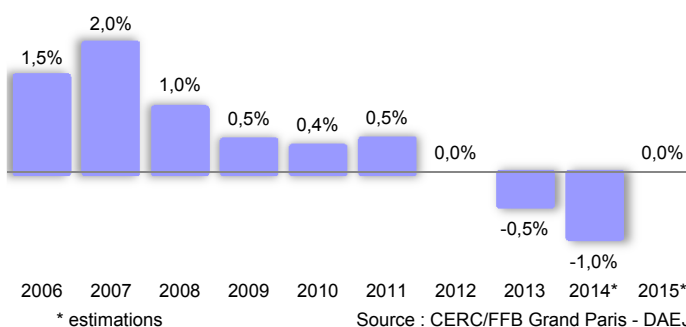
Les travaux d'entretien-amélioration

Pour la seconde année consécutive, l'activité dans le secteur de **l'entretien-amélioration** a reculé de -1% en 2014. Ce secteur représente près de 60% du chiffre d'affaires de la Profession en Ile-de-France. Il ressort des résultats de l'enquête de conjoncture que les chefs d'entreprise anticipent globalement une baisse de leur activité sur ce marché au quatrième trimestre 2015.

L'évolution du chiffre d'affaires sur le marché de l'entretien-amélioration dépend fortement du comportement et de la capacité de financement des ménages, des entreprises et des administrations. Si les fondamentaux du marché restent dégradés, l'amélioration du moral des ménages et la progression des ventes de logements anciens (+20% sur un an) reflètent un début de retournement des déterminants de la demande. Ainsi, en septembre 2015, le moral des ménages a atteint son plus haut niveau depuis 2007. Le solde d'opinion relatif à l'opportunité de faire des achats importants progresse de 20 points sur un an pour s'établir à -7, niveau supérieur de 15 points à la normale. En revanche, malgré une timide remontée, la faiblesse du taux de marge des sociétés (31%) ne permet pas une hausse de la demande en travaux des sociétés non financières.

Sur le marché de la rénovation énergétique, le volume des Eco-PTZ distribués, déjà faible, s'effondre. Ainsi, les données du SGFGAS montrent que seuls 356 Eco-PTZ ont été distribués en Ile-de-France au premier semestre 2015 contre 817 au premier semestre 2014. Deux facteurs peuvent expliquer cet effondrement : la faiblesse des taux d'intérêt, qui rend ce produit moins attractif, et les nouvelles modalités de distribution liées à la réforme intervenue au 1^{er} janvier 2015.

Graphique 3 : Evolution du chiffre d'affaires de l'entretien-amélioration



Pour rappel, cette réforme acte le transfert du risque de conformité des banques vers les entreprises et implique une refonte des procédures de distribution. Alors que l'Ile-de-France peine à atteindre l'objectif de 125 000 rénovations énergétiques par an et malgré l'absence de recul permettant de faire le bilan de cette réforme, l'effondrement de la distribution d'Eco PTZ inquiète fortement la Profession. Dans ce contexte, d'autres voies de financement doivent être développées, notamment, la vente de droit à construire (surélévation ou densification des parcelles), le micro-crédit ou encore la mutualisation de la production d'énergie. La Profession soutient l'élaboration de stratégies et d'initiatives locales en faveur de la rénovation énergétique afin d'améliorer l'efficacité du Plan de Rénovation Energétique de l'Habitat.

Après deux années consécutives de baisse, le chiffre d'affaires sur le marché de l'entretien-amélioration devrait se stabiliser en 2015.

L'emploi

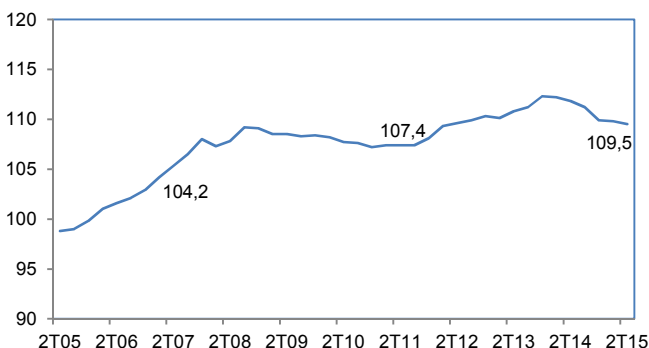
• L'emploi salarié dans les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics d'au moins un salarié

au premier trimestre 2015	75	92	93	94	77	78	91	95	IDF
Effectifs Construction	28 848	36 754	42 144	38 136	31 071	35 008	31 786	26 431	270 178
Variation t/t-1 (%)	-0,9	-0,2	0,6	0,3	-0,4	-1,0	0,2	0,8	-0,1

au deuxième trimestre 2015	75	92	93	94	77	78	91	95	IDF
Effectifs Construction	28 789	36 991	42 224	38 050	31 110	34 619	31 221	26 472	269 476
Variation t/t-1 (%)	-0,2	0,6	0,2	-0,2	0,1	-1,1	-1,8	0,2	-0,3

Source : INSEE

Graphique 4 : Evolution des effectifs salariés en Ile-de-France sur 10 ans (Base 100 en T4 2001)



Les statistiques de l'INSEE montrent que l'emploi salarié dans la Construction (BTP) atteint 269 476 salariés au 30 juin 2015 contre 275 089 un an auparavant. En un an, le BTP a perdu plus de 5 600 emplois en Ile-de-France.

Sur un an, tous les départements affichent une baisse des effectifs, à l'exception du Val d'Oise. Paris (-4%) et les Yvelines (-3,5%) enregistrent les plus importantes destructions d'emploi. Par rapport à 2007, la Seine-Saint-Denis est le département le plus dynamique (+7,6%). A l'inverse, Paris enregistre les plus importantes destructions d'emplois (-10,2%).

NB : A partir du 1^{er} trimestre 2012, la source des données de l'INSEE a été modifiée ce qui a provoqué une rupture de série. Les données présentées ici sont provisoires.

• L'emploi intérimaire dans les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics en Ile-de-France

au deuxième trimestre 2015	TP	GO	SO
Intérimaire	3 848	3 956	5 380
Evolution trimestrielle (%)	14,3	8,9	13,4
Evolution annuelle (%)	-17,5	-28,7	-10,0

Source : CERC

Le nombre d'intérimaires dans le Bâtiment au 30 juin 2015 s'établit à 9 336, en hausse de +11,4% par rapport au 31 mars 2015 mais en baisse de -19% sur un an. Le nombre d'intérimaires dans le Gros Œuvre baisse de -28,7% sur un an pour s'établir à 3 956 ETP, niveau nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (5 473 ETP).

en milliards d'€ 2014	2011	2012	2013	2014	2015*
Total construction neuve	12,3	12,5	12,8	12,8	12,7
<i>France entière</i>	61,6	60,1	56,5	51,6	49,9
- dont logements	6,6	6,7	6,8	6,8	6,7
<i>France entière</i>	39,1	37,7	34,8	31,2	31,1
- dont autres bâtiments	5,7	5,8	6,0	6,0	5,9
<i>France entière</i>	22,5	22,4	21,7	20,4	18,8
Total travaux sur bât. Existants	19,5	19,5	19,4	19,2	19,2
<i>France entière</i>	73,2	72,8	71,7	71,1	72,2
TOTAL Ile-de-France	31,8	32,0	32,2	32,0	31,9
<i>France entière</i>	134,8	132,9	128,2	122,7	122,1

*prévisions

11/10	12/11	13/12	14/13	15/14
2,4%	1,5%	2,2%	0,5%	-1,3%
2,3%	-2,4%	-6,1%	-8,6%	-3,2%
2,2%	1,0%	1,5%	1,0%	-1,5%
4,9%	-3,5%	-7,9%	-10,3%	-0,1%
2,6%	2,0%	3,0%	0,0%	-1,0%
-1,8%	-0,6%	-3,1%	-5,9%	-7,9%
0,5%	0,0%	-0,5%	-1,0%	0,0%
0,9%	-0,6%	-1,5%	-0,9%	1,5%
1,2%	0,6%	0,5%	-0,4%	-0,5%
1,5%	-1,4%	-3,5%	-4,2%	-0,4%

Source : FFB/CERC/FFB Grand Paris - DAEJ

En 2014, au niveau national, le chiffre d'affaires du Bâtiment en volume est estimé à 122,1 milliards d'euros, en repli de -4,2%. Il se ventile entre la construction neuve (51,6 milliards d'euros, en baisse de -8,6%) et l'entretien-amélioration (71,1 milliards d'euros, en baisse de -0,9%).

En Ile-de-France, le chiffre d'affaires du secteur du Bâtiment est estimé à 32 milliards d'euros en volume, en repli de -0,4% par rapport à l'année précédente.

Le chiffre d'affaires sur le marché de la construction neuve en Ile-de-France est estimé à 12,82 milliards d'euros, en hausse de 0,5%. Il se décompose comme suit : 6 milliards d'euros pour la construction neuve de bâtiments non résidentiels (niveau stable) et 6,8 milliards d'euros pour la construction neuve de logements (+1%). Le chiffre d'affaires réalisé sur le marché de l'entretien-amélioration baisse pour la seconde année consécutive. Il représente 19,2 milliards d'euros (-1% par rapport à 2013), soit 60% du chiffre d'affaires de la Profession en Ile-de-France.

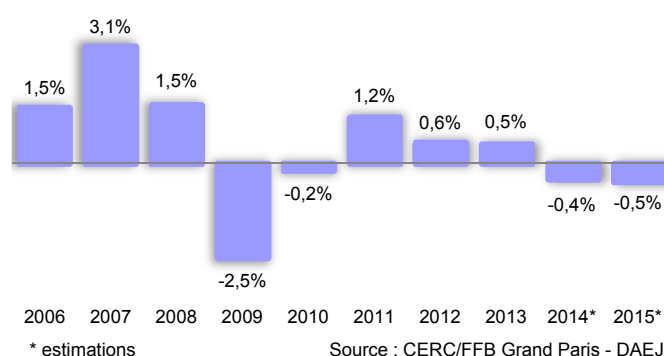
Après trois années de croissance faible, le secteur du Bâtiment en Ile-de-France enregistre un repli de son activité en raison des difficultés rencontrées sur le marché de l'entretien-amélioration. En 2014, le chiffre d'affaires de la Profession est toujours inférieur de 0,9% à son niveau de 2008.

Les prévisions pour 2015 montrent que le chiffre d'affaires en volume atteindra 31,9 milliards d'euros en Ile-de-France, en repli de -0,5% sur l'année.

L'activité sur le marché de la **construction neuve de logements** se replierait de -1,5%. Les incertitudes économiques, politiques et réglementaires pèsent sur ce marché. A ce titre, la Profession salue les mesures de soutien à la demande (création du dispositif Pinel et mise en place de la TVA à 5,5% dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville) et la sécurisation des autorisations d'urbanisme que permet la loi Macron. La Profession s'inquiète en revanche des risques qui pèsent sur la capacité de financement des primo-accédants en Ile-de-France en raison des modifications apportées au PTZ+ fin 2014 ainsi que des incertitudes politiques liées tant à la mise en place de la Métropole du Grand Paris qu'à la résistance de certains élus à la construction de logements.

Le marché de la **construction neuve de locaux non résidentiels** devrait enregistrer un repli de l'activité de -1%. Trois facteurs récessifs ont été identifiés : l'absence de grand projet, les blocages politiques et la forte baisse des mises en chantier constatée depuis près de deux ans. Alors que la fin de l'exonération de la Redevance pour Création de Bureaux (RCB-IDF) pour les opérations de démolition-reconstruction en Ile-de-France avait fortement ralenti le rythme des mises en chantier en 2014, la Profession se félicite du rétablissement de cette exonération.

Graphique 5 : Evolution du chiffre d'affaires du Bâtiment en Ile-de-France



Enfin, après deux années de contraction, l'activité sur le marché de l'**entretien-amélioration** devrait se stabiliser. Après plusieurs années de baisse, l'investissement des ménages et des entreprises serait soutenu par une timide amélioration des perspectives de croissance (1,1% en 2015, 1,3% en 2016) et une relative stabilité fiscale. L'entretien-amélioration bénéficierait de cette progression de l'investissement, notamment le segment de la rénovation énergétique. Ce dernier est l'un des principaux relais de croissance pour notre Profession. A ce titre, la Profession se félicite de la création de l'annuaire national des entreprises RGE et de la mise en place progressive de l'éco-conditionnalité des aides. Néanmoins, le développement du marché de la rénovation énergétique reste freiné par le manque d'information des particuliers et la complexité excessive des dispositifs d'aide. Pour la Profession, il est urgent de mettre en place un dispositif pérenne de financement du reste à charge des travaux.

Les enjeux pour la fin 2015

Au niveau national, après le vote de la loi Macron et de la loi sur la Transition Energétique, le Projet de loi "Liberté de création, architecture, et patrimoine", la réussite de la COP21 et le projet de loi de finances pour 2016 mobiliseront fortement la Profession.

Concernant le Projet de loi "Liberté de création, architecture, et patrimoine", la Profession salue le vote de divers bonus pour les constructions dont la qualité architecturale est reconnue.

Au niveau local, la Profession s'inquiète des conséquences de la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales sur l'investissement public et sur l'emploi.

La Profession regrette le flou entourant les compétences de la future Métropole, source d'incertitudes, notamment en matière de développement de l'offre de logements.

Pays	Croissance du PIB (%)			Inflation (%)			Balance courante (% PIB)		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Etats-Unis	2,4	2,6	2,7	1,6	0,2	1,5	-2,2	-2,5	-2,7
Japon	-0,1	0,8	1,6	2,8	0,3	1,0	0,5	3,5	4,0
Zone Euro	0,9	1,5	1,7	0,4	0,1	1,1	2,0	2,0	1,8
Allemagne	1,6	1,6	1,8	0,8	0,2	1,4	7,4	7,7	7,5
France	0,2	1,1	1,3	0,6	0,2	1,0	-0,9	-0,6	-0,8
Italie	-0,4	0,8	1,3	0,2	0,1	1,0	1,9	1,9	1,9
Espagne	1,4	3,1	2,9	-0,2	-0,6	0,7	0,8	0,9	0,5
Royaume-Uni	3,0	2,6	2,4	1,5	0,1	1,3	-5,9	-4,5	-4,1
Europe - Emergents	1,5	-0,2	2,1	4,9	10,2	6,1	0,5	0,9	0,5
Russie	0,6	-3,5	0,8	7,8	15,5	8,0	3,2	6,0	4,0
Amérique Latine	0,5	-0,4	0,9	12,3	14,2	10,7	-3,1	-3,2	-3,1
Asie	6,4	6,1	6,2	3,5	2,7	3,3	2,5	2,9	2,6
Chine	7,3	6,8	6,5	2,0	1,6	2,3	2,1	2,7	2,7
Inde	7,1	7,5	7,6	7,2	5,5	5,7	-1,4	-1,5	-2,2
Ensemble	3,3	3,1	3,6	3,8	3,7	3,7			

Source : Crédit Agricole S.A.

L'économie mondiale en 2014 et perspectives 2015

Après trois années consécutives de ralentissement, la croissance de la production mondiale s'est accélérée en 2014 (+3,3% après +2,8% en 2013). Malgré une croissance toujours dynamique, les pays émergents ont subi une forte instabilité financière liée aux interrogations sur la politique monétaire américaine et la baisse du prix du pétrole. La croissance de l'économie chinoise en 2014 (7,3%) est ainsi la plus faible enregistrée depuis 1999. Parmi les pays industrialisés, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont poursuivi leur politique monétaire accommodante, engendrant une forte baisse des taux d'intérêt. Si cette politique a très fortement participé au rétablissement du Royaume-Uni et des Etats-Unis, ses effets semblent s'estomper rapidement au Japon.

Pour 2015, le consensus s'assombrit de nouveau (+3,1% contre +3,2% précédemment). Tandis que les conditions d'une accélération de la croissance (taux d'intérêt faibles, retour de la confiance) s'installent dans les pays avancés, de nombreux facteurs d'inquiétudes apparaissent dans les pays émergents. Ces derniers font face au durcissement de leurs conditions de financement et à la baisse du prix des matières premières dont ils sont d'importants exportateurs. Ces difficultés apparaissent dans un contexte d'incertitude monétaire renforcée, liée à l'évolution de la politique de la FED et de la Banque Populaire de Chine. La Chine, dont l'économie dépend fortement de l'investissement et de l'export, doit notamment réorienter son économie vers la consommation et la production de service.

Timide accélération de la croissance en Europe

Après deux années consécutives de récession, la Zone Euro a enregistré une croissance de 0,9% en 2014.

Pour 2015, le consensus des économistes sur la croissance dans la Zone Euro progresse légèrement (+1,5% contre +1,4% précédemment). La majorité des états européens enregistrerait une accélération de leur croissance. L'Espagne verrait ainsi sa croissance passer de 1,4% en 2014 à 3,1% en 2015 et la France de 0,2% en 2014 à 1,1% en 2015. Malgré le Quantitative Easing (QE) de la BCE, l'inflation ralentirait de nouveau pour s'établir à +0,1%, niveau nettement inférieur à l'objectif (2%). Conséquence du QE, la valeur de l'euro ne devrait pas remonter dans les mois à venir, soutenant ainsi les exportations. Le taux de chômage s'établit à 10,8% en septembre 2015 selon Eurostat (contre 11,1% en juin).

Le marasme du commerce mondial pèse sur la croissance

La croissance du commerce mondial en volume a chuté de -1,4 point en un an, passant de 3,4% à 2%. C'est la croissance la plus faible enregistrée depuis cinquante ans. Le ralentissement du commerce mondial est lié, pour un tiers, à la baisse du volume des importations des émergents et, pour un autre tiers, à la réduction de la demande chinoise.

Outre le ralentissement de la croissance mondiale, facteur conjoncturel, deux facteurs structurels pourraient affecter la croissance du commerce mondial. Le premier est l'adoption de mesures protectionnistes (augmentations de droits de douane, multiplication d'enquêtes anti-dumping, régulations discriminatoires, ect.). Environ 600 mesures de ce type auraient été prises chaque année dans le monde depuis 2008. Toutefois, selon l'OMC, ces mesures concernent moins de 4% des importations mondiales. Le second facteur structurel est lié aux chaînes de valeur mondiales. Ce terme désigne la fragmentation du processus de production en un grand nombre de tâches effectuées dans des pays différents. Ce processus a joué un rôle central dans l'accélération du commerce mondial dans les années 1990 et 2000. Or, la décroissance des rendements de cette méthode de production ainsi que l'augmentation des risques climatiques et géopolitiques incitent les acteurs à limiter la fragmentation internationale de leur processus productif.

La conjoncture en Zone Euro

L'indicateur synthétique calculé mensuellement par la Commission européenne à partir des enquêtes de conjonctures nationales a progressé de 2 points au troisième trimestre 2015. Sur un an, il augmente de 5,2 points. A -23, l'indicateur concernant le secteur de la Construction progresse de 4 points sur un an. Il reste inférieur à sa moyenne de long terme (-20).

Lent redémarrage de l'économie française

Après une croissance nulle au deuxième trimestre, la croissance du troisième trimestre s'établit à +0,3%, l'acquis de croissance de l'économie française pour 2015 s'établissant à +1,1%. La croissance reste portée par la consommation (+0,3%). Après plusieurs trimestres de baisse, l'investissement progresse timidement (+0,1%), porté par la progression de l'investissement des entreprises (+0,7%). En revanche, l'investissement des ménages continue de se replier (-0,5%).

Les résultats détaillés de l'enquête trimestrielle de conjoncture

Troisième trimestre 2015

Préambule

Cette enquête a été réalisée conjointement avec l'INSEE et en liaison avec :

- la FFB Région Ile-de-France-Yvelines-Essonne-Val d'Oise,
- la FFB Ile-de-France Est.

Sommaire

	pages
1 - L'activité des entreprises	10
2 - Les carnets de commandes	14
3 - La capacité de production des entreprises	15
4 - La situation financière des entreprises	16
5 - L'emploi	18
6 - Les investissements des entreprises	20
7 - Les prix	21
8 - La tendance générale du Bâtiment	21

Remerciements

Les résultats se basent sur l'analyse des réponses de 537 entreprises dont 305 ont répondu au questionnaire FFB Grand Paris (sur 1 200 envois). Nous exprimons nos remerciements aux chefs d'entreprise qui ont permis la réalisation de cette enquête.

Note Technique

1 - On appelle :

- Grandes entreprises : celles comptant plus de 300 salariés dans le Gros Œuvre, et plus de 100 salariés dans les autres Corps d'Etat.
- Moyennes entreprises : celles de 50 à 300 salariés dans le Gros Œuvre, et de 20 à 100 salariés dans les Autres Corps d'Etat.
- Petites entreprises : celles de 10 à 49 salariés dans le Gros Œuvre, et de 10 à 19 salariés dans les Autres Corps d'Etat.

2 - Les réponses des entrepreneurs sont le plus souvent qualitatives. Les résultats d'une seule enquête n'ont pas de signification : c'est l'évolution des écarts des réponses sur plusieurs enquêtes qui peut, seule, éclairer l'interprétation. Celle-ci appelle donc des précautions particulières. Les séries présentent des mouvements saisonniers plus ou moins accusés.

3 - La plupart des séries se présentent sous la forme d'une suite d'écarts des réponses (écarts algébriques des réponses extrêmes). Exemple en page 11 : l'écart entre les proportions (%) d'entrepreneurs qui estiment leur activité passée "en hausse" et ceux qui l'estiment "en baisse" forme l'indicateur retenu.

L'expérience montre qu'on peut, sans beaucoup de perte d'information, ne retenir que ces soldes pour interpréter les résultats. Ces séries évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant, suivant les variables représentées, la stabilité ou un niveau jugé normal. Elles ne traduisent pas une mesure statistique - en valeur absolue ou relative - de la production, mais une tendance plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher, suivant le cas, de la stabilité ou du niveau.

NOTE METHODOLOGIQUE : La méthodologie de l'enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie du Bâtiment en Ile-de-France a été revue au premier trimestre 2013 afin de l'aligner sur celle retenue par l'INSEE. Les résultats des enquêtes précédentes ont été recalculés avec la nouvelle méthodologie sur la période 1993-2012.

1- L'activité des entreprises

1-1 Comment a évolué votre activité au cours des trois derniers mois ?

→ Activité passée suivant le type de chantier

	Ensemble du Bâtiment			chantiers publics			chantiers privés		
	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart
3e trimestre 2013	14	28	-13	10	33	-23	14	29	-15
4e trimestre 2013	19	30	-11	12	36	-24	15	31	-16
1er trimestre 2014	13	33	-19	8	43	-35	15	34	-19
2e trimestre 2014	14	31	-17	10	41	-31	16	34	-18
3e trimestre 2014	11	36	-25	5	42	-37	14	34	-20
4e trimestre 2014	14	35	-21	9	50	-41	19	36	-17
1er trimestre 2015	10	38	-28	6	50	-44	14	34	-20
2e trimestre 2015	15	34	-19	8	41	-33	18	35	-17
3e trimestre 2015	15	27	-12	9	41	-32	18	29	-11

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée par corps d'état

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etanchéité	Métallerie	Génie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
3e trimestre 2013	-13	-7	-10	-31	-20	+13	-17	-29
4e trimestre 2013	-11	-12	-24	-21	-7	+8	-11	-17
1er trimestre 2014	-19	-16	-21	-32	-7	-1	-31	-26
2e trimestre 2014	-17	-12	-4	-47	+4	-2	-24	-22
3e trimestre 2014	-25	-28	-5	-41	-15	-14	-14	-31
4e trimestre 2014	-21	-23	-29	-29	-20	+1	-42	-18
1er trimestre 2015	-28	-17	-29	-35	-28	-18	-50	-33
2e trimestre 2015	-19	-19	-10	-40	-22	-12	-21	-12
3e trimestre 2015	-12	-16	-3	-18	-16	-17	-8	-5

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée par taille d'entreprise

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises
3e trimestre 2013	-13	-13	-7	-21
4e trimestre 2013	-11	+6	-15	-22
1er trimestre 2014	-19	-9	-22	-27
2e trimestre 2014	-17	-11	-20	-20
3e trimestre 2014	-25	-27	-19	-28
4e trimestre 2014	-21	-12	-16	-35
1er trimestre 2015	-28	-24	-23	-35
2e trimestre 2015	-19	-22	-17	-17
3e trimestre 2015	-12	-15	-12	-10

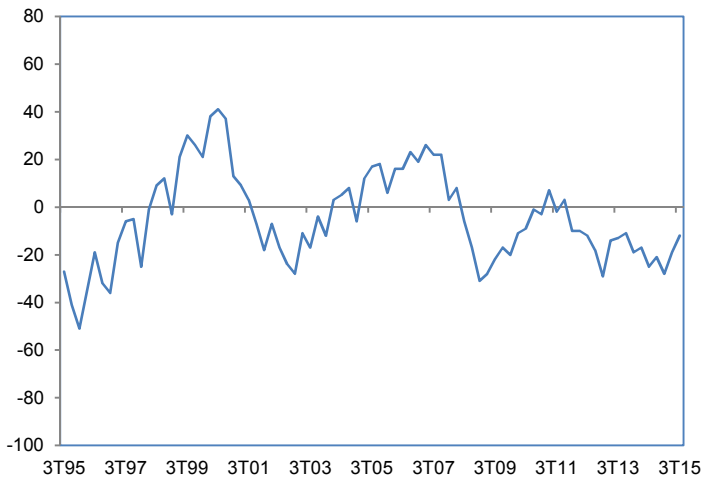
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée suivant le type d'ouvrage

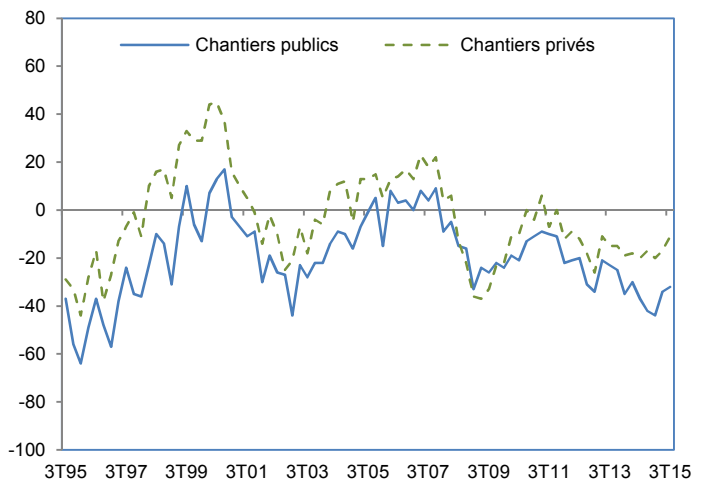
	Logements neufs	Locaux non résidentiels neufs	Entretien - Amélioration
3e trimestre 2013	-30	-27	-14
4e trimestre 2013	-26	-33	-11
1er trimestre 2014	-25	-37	-18
2e trimestre 2014	-26	-24	-16
3e trimestre 2014	-46	-35	-15
4e trimestre 2014	-37	-47	-14
1er trimestre 2015	-44	-38	-20
2e trimestre 2015	-33	-31	-9
3e trimestre 2015	-31	-32	-11

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée de l'ensemble du Bâtiment



→ Activité passée suivant le type de chantier



Pour les chefs d'entreprises qui ont répondu à l'enquête, **l'activité des entreprises a continué de se replier au troisième trimestre 2015**. En effet, si le solde d'opinion correspondant progresse pour le deuxième trimestre consécutif (+7 points après +9 points) pour s'établir à -12, il reste inférieur de 7 points à sa moyenne sur dix ans. **Le ralentissement de l'activité, continu depuis plus de trois ans, s'est poursuivi au troisième trimestre.**

L'évolution des indicateurs dessine une amélioration de l'activité pour les petites entreprises (solde d'opinion à -10, en hausse de 7 points), sur les chantiers privés (solde d'opinion à -11, en hausse de 6 points) et sur le marché de la construction neuve de logements (solde d'opinion à -31, en hausse de 2 points).

L'activité s'est repliée tant sur **les chantiers privés** (solde d'opinion à -11, en hausse de 6 points) que sur **les chantiers publics** (solde d'opinion à -32, en hausse de 1 point). L'activité sur les marchés publics reste très en retrait, le solde d'opinion correspondant étant inférieur de 17 points à sa moyenne sur dix ans.

Par taille d'entreprise, le solde d'opinion des petites entreprises progresse de 7 points pour s'établir à -10, niveau supérieur à la moyenne sur dix ans. Celui des entreprises de taille moyenne progresse de 5 points pour s'établir à -12, se rapprochant ainsi de sa moyenne sur dix ans. Enfin, malgré une hausse de 7 points, celui des grandes entreprises reste inférieur de 18 points à sa moyenne sur dix ans.

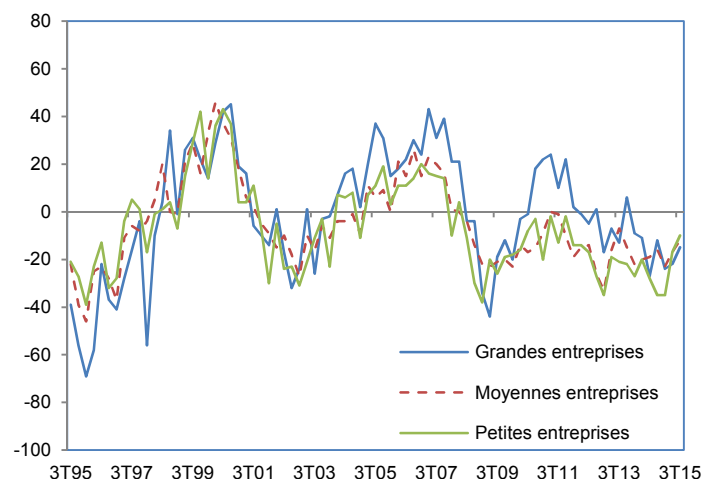
Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état montre que cinq corps d'état (Bois, Métallerie, Couverture-Plomberie-Etanchéité, Peinture-Finitions et Electricité) ont enregistré un rebond de l'activité. A l'inverse, le Gros Œuvre et le Génie Climatique-Isolation ont enregistré un net recul de l'activité. Par rapport au trimestre précédent, seul le Génie Climatique-Isolation affiche une baisse de son solde d'opinion (-17, en baisse de 5 points). La faiblesse de l'activité des entreprises du Gros Œuvre semble le reflet des difficultés de la construction neuve en Ile-de-France.

L'activité est en baisse sur tous les marchés.

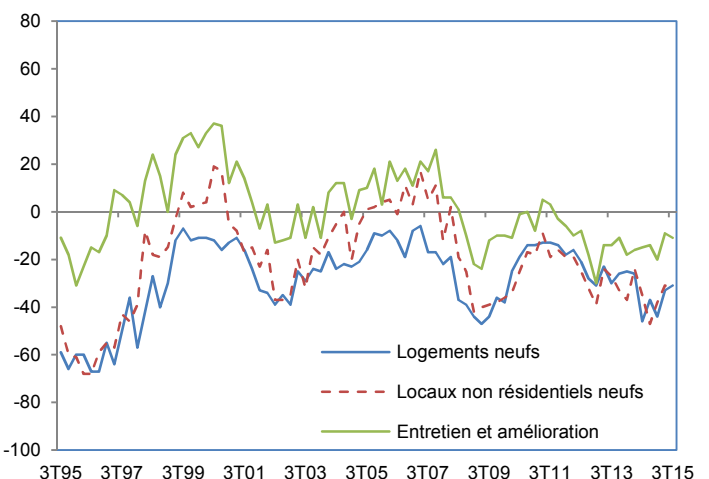
Le solde d'opinion concernant l'activité des entreprises sur **le marché de la construction neuve de logements** progresse pour le deuxième trimestre consécutif (+2 points après +11 points). A -31, il reste inférieur de 7 points à la moyenne sur dix ans. L'activité des entreprises sur **le marché de la construction neuve de locaux** subit le plus fort ralentissement. Le solde d'opinion correspondant recule d'un point pour s'établir à -32, niveau inférieur de 13 points à la moyenne sur dix ans. L'activité des entreprises est freinée par la baisse des autorisations observée en Ile-de-France.

Après avoir fortement progressé au deuxième trimestre 2015, le solde d'opinion relatif à l'activité sur **le marché de l'entretien-amélioration** recule de 2 points pour s'établir à -11, niveau inférieur de 7 points à sa moyenne sur dix ans.

→ Activité passée par taille d'entreprise



→ Activité passée suivant le type d'ouvrage



1-2 Comment va évoluer votre activité au cours des trois prochains mois ?

→ Perspectives d'activité suivant le type de chantier

	Ensemble du Bâtiment			chantiers publics			chantiers privés		
	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart
3e trimestre 2013	14	27	-13	7	34	-27	14	27	-13
4e trimestre 2013	10	30	-20	7	36	-29	13	28	-15
1er trimestre 2014	15	25	-11	8	31	-23	13	22	-9
2e trimestre 2014	13	27	-14	7	34	-27	15	28	-13
3e trimestre 2014	10	35	-25	6	43	-37	14	36	-22
4e trimestre 2014	5	42	-37	3	53	-50	8	39	-31
1er trimestre 2015	11	35	-25	10	46	-36	11	36	-25
2e trimestre 2015	14	34	-20	8	44	-36	13	32	-19
3e trimestre 2015	13	28	-15	6	40	-34	14	32	-18

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Perspectives d'activité par corps d'état

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etanchéité	Métallerie	Génie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
3e trimestre 2013	-13	-19	-16	-17	-6	+6	-18	-13
4e trimestre 2013	-20	-16	-40	-29	-16	-14	-33	-17
1er trimestre 2014	-11	-10	+4	-24	+7	+3	-18	-16
2e trimestre 2014	-14	-18	+22	-31	-10	-20	-10	-8
3e trimestre 2014	-25	-32	-11	-30	-46	-10	-30	-20
4e trimestre 2014	-37	-31	-43	-45	-27	-15	-58	-45
1er trimestre 2015	-25	-25	-33	-37	-2	-22	-26	-21
2e trimestre 2015	-20	-19	-7	-16	+14	-13	-28	-30
3e trimestre 2015	-15	-20	-17	-23	+13	0	-24	-14

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Perspectives d'activité par taille d'entreprise

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises
3e trimestre 2013	-13	-9	-15	-15
4e trimestre 2013	-20	-8	-22	-29
1er trimestre 2014	-11	-13	-8	-12
2e trimestre 2014	-14	-9	-17	-17
3e trimestre 2014	-25	-21	-26	-28
4e trimestre 2014	-37	-41	-35	-37
1er trimestre 2015	-25	-32	-17	-25
2e trimestre 2015	-20	-33	-16	-13
3e trimestre 2015	-15	-19	-17	-11

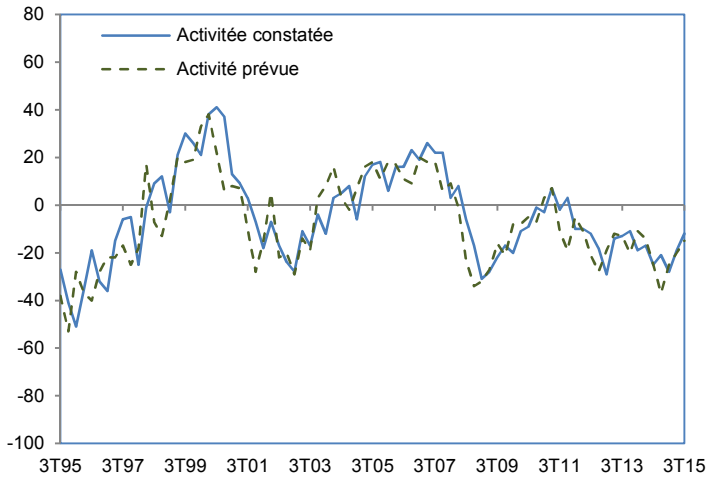
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Perspectives d'activité suivant le type d'ouvrage

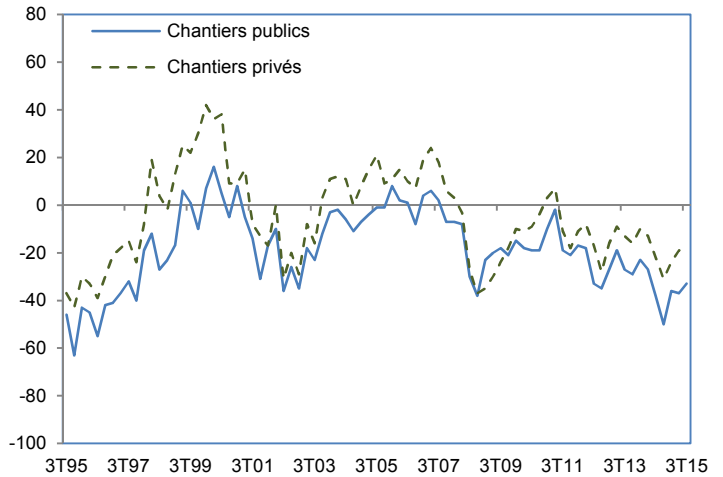
	Logements neufs	Locaux non résidentiels neufs	Entretien - Amélioration
	-30	-26	-10
	-26	-31	-17
	-21	-24	-6
	-33	-25	-10
	-44	-32	-21
	-46	-47	-28
	-40	-35	-15
	-36	-37	-10
	-19	-31	-10

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée et prévue de l'ensemble du Bâtiment



→ Perspectives d'activité suivant le type de chantier



Au quatrième trimestre 2014, le solde d'opinion des chefs d'entreprise concernant **les perspectives d'activité de leurs entreprises** atteignait son plus bas niveau depuis 1996 (-37). Depuis, les enquêtes montrent une progression continue du solde d'opinion (+5 points, après +5 points et +12 points). A -15, le niveau du solde d'opinion reste néanmoins inférieur de 8 points à la moyenne sur dix ans.

Aussi, les résultats de l'enquête de conjoncture laissent augurer une activité toujours dégradée pour le quatrième trimestre 2015.

Les perspectives d'activité des entreprises sont dégradées sur **les chantiers publics** (solde d'opinion à -34). Sur **les chantiers privés**, les perspectives d'activité s'améliorent tout en restant inférieures à la normale : le solde d'opinion correspondant progresse pour le troisième trimestre consécutif pour s'établir à -18, niveau toujours inférieur de 10 points à la moyenne sur dix ans.

Par taille d'entreprise, les perspectives d'activité des entreprises de petite taille s'améliorent nettement. Le solde d'opinion correspondant progresse pour le troisième trimestre consécutif pour s'établir à -11, niveau conforme à la moyenne sur dix ans. Les perspectives d'activité des entreprises de taille intermédiaire restent dégradées (solde d'opinion à -17, niveau inférieur de 8 points à la moyenne sur dix ans). Enfin, malgré une forte hausse, le niveau du solde d'opinion des chefs d'entreprise de grande taille reste inférieur de 16 points à la moyenne sur dix ans.

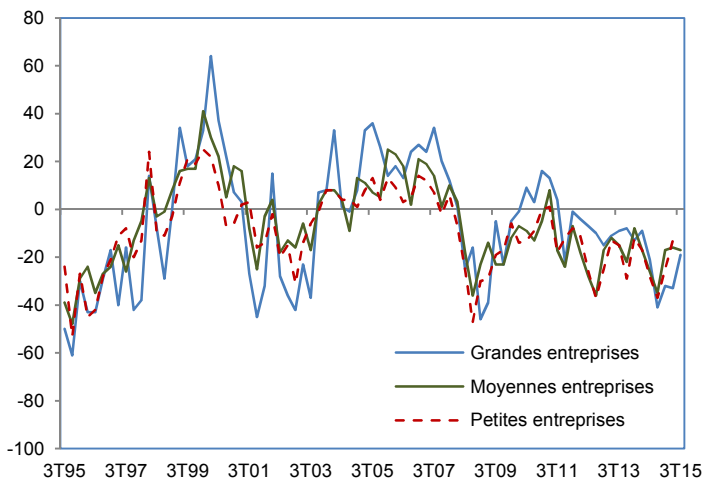
Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état montre que quatre corps d'état ont des perspectives d'activité positives : la Métallerie, le Génie Climatique-Isolation, la Peinture-Finitions et l'Electricité. Par rapport au trimestre précédent, le Bois et la Couverture-Plomberie-Etanchéité enregistrent une baisse de leur solde d'opinion (respectivement -10 points et -7 points). De même, après trois trimestres consécutifs de hausse, le solde d'opinion des chefs d'entreprise du Gros Œuvre recule d'un point pour s'établir à -20, niveau inférieur de 9 points à la moyenne sur 10 ans. Sur un an, il progresse de 12 points. Ainsi, les perspectives d'activité des entreprises du Gros Œuvre sont dégradées mais un peu moins qu'en 2014.

Les perspectives d'activité sont encourageantes sur le marché de la construction neuve de logements.

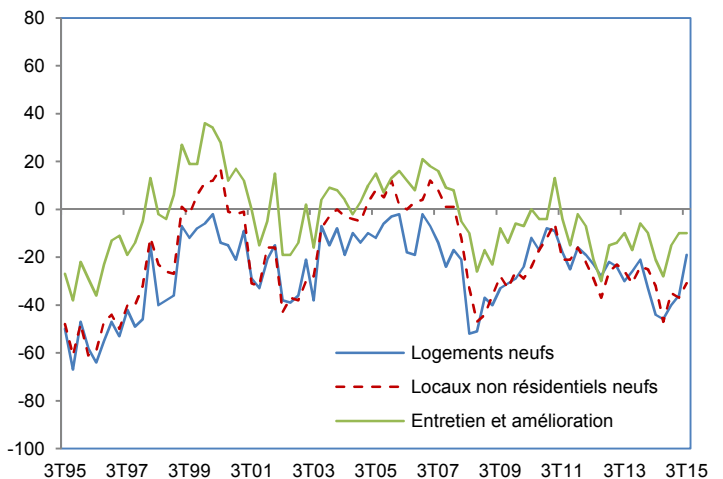
Les perspectives d'activité sur **le marché de la construction neuve de logements** sont encourageantes. Le solde correspondant progresse de 17 points pour s'établir à -19, niveau supérieur à la moyenne sur 10 ans (-23). Les perspectives d'activité sur **le marché de la construction neuve de locaux** restent dégradées, malgré la hausse du solde d'opinion correspondant. Ce dernier progresse de 6 points pour s'établir à -31, niveau inférieur de 12 points à la moyenne sur 10 ans.

Après deux trimestres consécutifs de hausse, le solde d'opinion relatif aux **perspectives d'activité sur le marché de l'entretien-amélioration** se stabilise. A -10, il reste inférieur de 5 points à la moyenne sur 10 ans.

→ Perspectives d'activité par taille d'entreprise



→ Perspectives d'activité suivant le type d'ouvrage

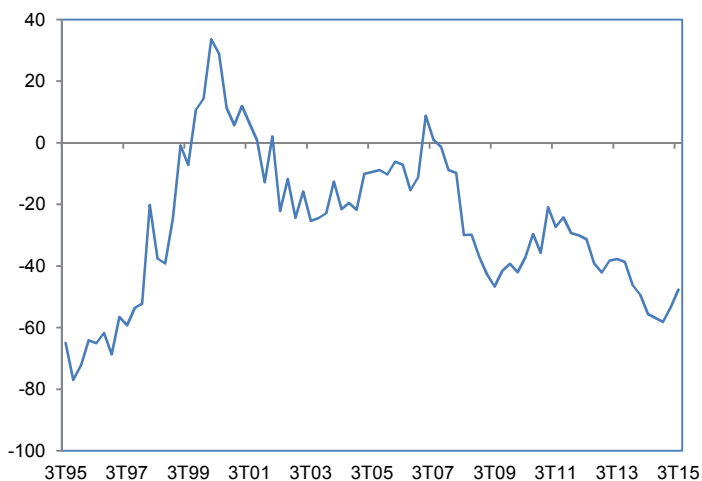


2- Les carnets de commandes

2-1 Comment se situe votre carnet de commandes pour cette période de l'année ?

	supérieur à la normale	inférieur à la normale	écart
3e trimestre 2013	6	44	-38
4e trimestre 2013	6	45	-39
1er trimestre 2014	4	51	-47
2e trimestre 2014	4	53	-49
3e trimestre 2014	2	58	-56
4e trimestre 2014	5	61	-56
1er trimestre 2015	3	62	-59
2e trimestre 2015	3	57	-54
3e trimestre 2015	5	53	-48

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



2-2 Nombre de mois de travail assurés par votre carnet actuel avec une utilisation à plein temps des effectifs

De par sa définition, trois variables influencent l'évolution du carnet de commandes : le stock de commandes, les effectifs et le chiffre d'affaires.

	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises	Ensemble du Bâtiment
3e trimestre 2013	9,0	5,0	4,0	5,9
4e trimestre 2013	8,7	4,6	3,5	5,5
1er trimestre 2014	8,8	4,7	3,5	5,6
2e trimestre 2014	9,2	4,4	3,7	5,7
3e trimestre 2014	8,8	4,6	3,6	5,6
4e trimestre 2014	7,5	4,3	3,4	5,0
1er trimestre 2015	8,1	4,8	3,7	5,5
2e trimestre 2015	8,0	4,5	3,7	5,3
3e trimestre 2015	8,0	4,8	3,6	5,4

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

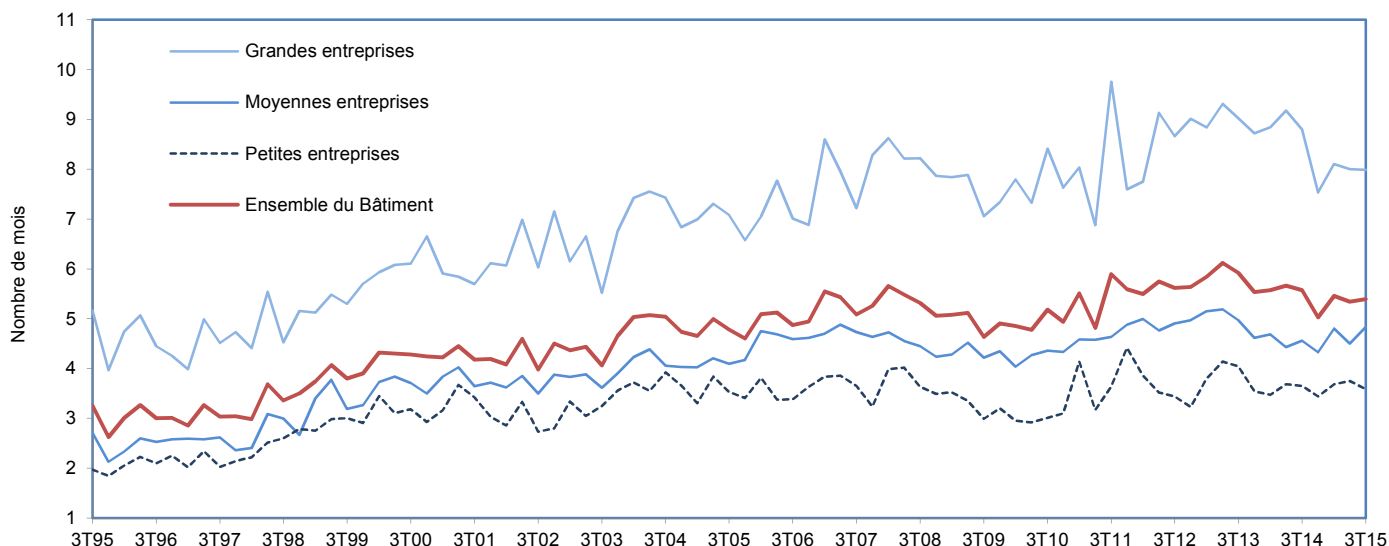
Le carnet de commandes moyen progresse de +0,1 mois pour s'établir à 5,4 mois, niveau supérieur à sa moyenne sur 10 ans (5,3 mois).

Par taille d'entreprise, le carnet de commandes moyen varie de 3,6 mois pour les petites à 8 mois pour les grandes. Par corps d'état, il varie de 3,6 mois dans le Bois à 6,6 mois dans le Gros Œuvre.

40% (+2 points) des entreprises ont un carnet de commandes inférieur ou égal à 2 mois.

53% (-4 points) des entrepreneurs jugent que leur carnet de commandes est inférieur à la normale. Cette part baisse pour le deuxième trimestre consécutif (-4 points après -5 points).

Graphique 5 : évolution du carnet de commandes par taille d'entreprise



3- La capacité de production des entreprises

3-1 Existe-t-il des obstacles à l'accroissement de votre activité ?

(en %)	oui	non
3e trimestre 2013	63	37
4e trimestre 2013	65	35
1er trimestre 2014	67	33
2e trimestre 2014	64	36
3e trimestre 2014	67	33
4e trimestre 2014	69	31
1er trimestre 2015	72	28
2e trimestre 2015	69	31
3e trimestre 2015	70	30

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

L'activité est contrainte pour 70% des entreprises (+1 point par rapport au trimestre précédent et +3 points par rapport au troisième trimestre 2014). Ce niveau est nettement supérieur à la moyenne sur 10 ans (64%).

Le principal obstacle rencontré par les entreprises dont l'activité est contrainte reste la demande insuffisante. Ce facteur est cité par 69% d'entre elles (+3 points par rapport au trimestre précédent).

Les contraintes financières sont citées par 23% d'entre elles, niveau supérieur à la moyenne de longue période (17%). Depuis la forte progression observée au quatrième trimestre 2011, les contraintes financières se sont installées comme une préoccupation majeure des chefs d'entreprise du Bâtiment d'Ile-de-France.

L'insuffisance de personnel est citée par 18% (+3 points) d'entre elles, niveau nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (47%).

3-2 Quels sont les obstacles à l'accroissement de l'activité des entreprises ?

(en %)	demande insuffisante	conditions climatiques défavorables	insuffisance de personnel	insuffisance équipement et matériel	contraintes financières	difficultés d'approvisionnement
3e trimestre 2013	62	5	28	1	28	3
4e trimestre 2013	67	6	23	2	23	6
1er trimestre 2014	71	4	22	1	22	4
2e trimestre 2014	67	1	19	1	25	3
3e trimestre 2014	71	2	15	1	25	3
4e trimestre 2014	75	4	14	2	25	4
1er trimestre 2015	74	2	14	1	26	4
2e trimestre 2015	66	2	15	1	21	5
3e trimestre 2015	69	4	18	2	23	4

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

NB : total supérieur à 100%, car plusieurs réponses sont possibles à cette question.

3-3 Si vous receviez plus de commandes, pourriez-vous accroître votre production avec vos moyens actuels ?

→ opinion des entrepreneurs

(en %)	oui	non
3e trimestre 2013	70	30
4e trimestre 2013	70	30
1er trimestre 2014	76	24
2e trimestre 2014	77	23
3e trimestre 2014	79	21
4e trimestre 2014	84	16
1er trimestre 2015	79	21
2e trimestre 2015	79	21
3e trimestre 2015	80	20

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ si oui, de combien ?

(en %)	ensemble bâtiment	Gros Œuvre	Autres corps d'état
3e trimestre 2013	20,5	20,8	20,4
4e trimestre 2013	21,4	24,1	20,1
1er trimestre 2014	21,2	24,1	19,9
2e trimestre 2014	19,7	20,3	19,4
3e trimestre 2014	21,4	25,5	19,4
4e trimestre 2014	21,2	26,5	18,7
1er trimestre 2015	22,6	28,6	19,8
2e trimestre 2015	23,4	27,5	21,4
3e trimestre 2015	21,6	26,2	19,4

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

4- La situation financière des entreprises

4-1 Quelle est votre situation financière par rapport à la période précédente ? (ensemble du Bâtiment)

(en %)	meilleure	plus mauvaise	écart
3e trimestre 2013	4	33	-29
4e trimestre 2013	12	24	-12
1er trimestre 2014	8	32	-24
2e trimestre 2014	4	28	-24
3e trimestre 2014	6	28	-22
4e trimestre 2014	9	28	-19
1er trimestre 2015	7	32	-25
2e trimestre 2015	5	31	-26
3e trimestre 2015	11	25	-14

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

La situation financière des entreprises s'améliore nettement.

25% des chefs d'entreprises ont enregistré une dégradation de leur situation financière au troisième trimestre 2015.

Le solde d'opinion concernant la situation financière des entreprises progresse de 12 points pour s'établir à -14, niveau conforme à sa moyenne sur 10 ans.

Trois principaux facteurs pèsent sur la situation financière des entreprises : le défaut de paiement des clients, le ralentissement de l'activité et les prix anormalement bas (source enquête complémentaire).

4-2 Evolution des délais de paiement par type de clientèle

(en %)	ensemble de la clientèle			clientèle publique			clientèle privée		
	se raccourcir	se rallonger	écart	se raccourcir	se rallonger	écart	se raccourcir	se rallonger	écart
3e trimestre 2013	1	46	-45	1	44	-43	1	43	-42
4e trimestre 2013	3	41	-38	2	39	-37	3	42	-39
1er trimestre 2014	1	43	-42	1	46	-45	4	39	-35
2e trimestre 2014	0	45	-45	2	49	-47	0	46	-46
3e trimestre 2014	0	44	-44	0	46	-46	1	45	-44
4e trimestre 2014	2	46	-44	2	48	-46	2	43	-41
1er trimestre 2015	1	45	-44	0	44	-44	2	43	-41
2e trimestre 2015	0	47	-47	0	46	-46	1	45	-44
3e trimestre 2015	2	43	-41	2	40	-38	1	40	-39

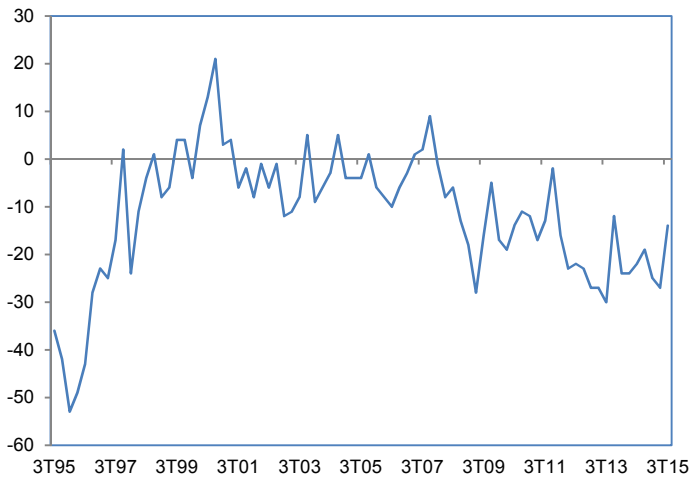
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

4-3 Evolution des retards de paiement par type de clientèle

(en %)	ensemble de la clientèle			clientèle publique			clientèle privée		
	diminuer	augmenter	écart	diminuer	augmenter	écart	diminuer	augmenter	écart
3e trimestre 2013	2	50	-48	1	43	-42	2	48	-46
4e trimestre 2013	4	50	-46	3	38	-35	4	50	-46
1er trimestre 2014	7	48	-41	6	46	-40	6	40	-34
2e trimestre 2014	5	45	-40	3	43	-40	2	46	-44
3e trimestre 2014	5	47	-42	4	37	-33	5	53	-48
4e trimestre 2014	8	46	-38	6	46	-40	7	43	-36
1er trimestre 2015	1	46	-45	0	47	-47	1	50	-49
2e trimestre 2015	1	45	-44	0	40	-40	1	42	-41
3e trimestre 2015	3	42	-39	5	32	-27	2	42	-40

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Situation financière des entreprises (ensemble du Bâtiment)

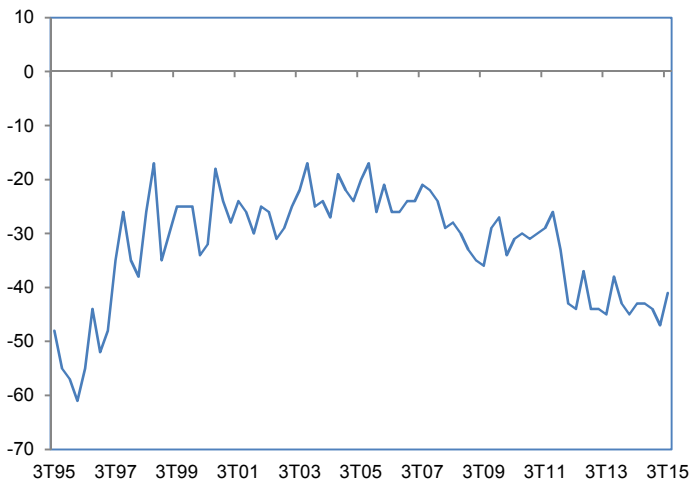


43% (-4 points) des chefs d'entreprise estiment que les **délais de paiement** se sont allongés par rapport au trimestre précédent. 40% (-6 points) des chefs d'entreprise constatent cette évolution avec **leur clientèle publique** et 40% (-5 points) avec **leur clientèle privée**.

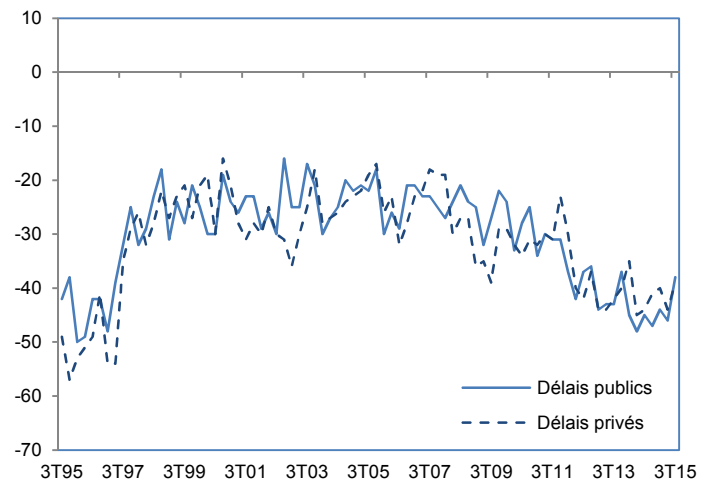
Concernant les retards de paiement, il faut noter la forte baisse de la part des entreprises qui constatent des retards de paiement avec **leur clientèle publique**.

Les différentes enquêtes disponibles montrent que les entreprises doivent faire face à une combinaison de risques dont notamment : le financement du déséquilibre des délais de paiement (différence entre les délais de paiement clients et les délais de paiement fournisseurs), un niveau de marges extrêmement bas et la difficulté d'accès au crédit bancaire pour un certain nombre d'entre elles.

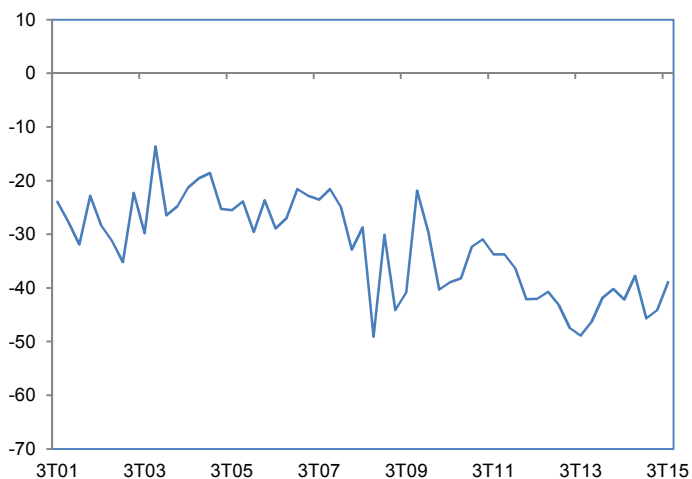
→ Evolution du solde d'opinion concernant :
les délais de paiement de l'ensemble de la clientèle



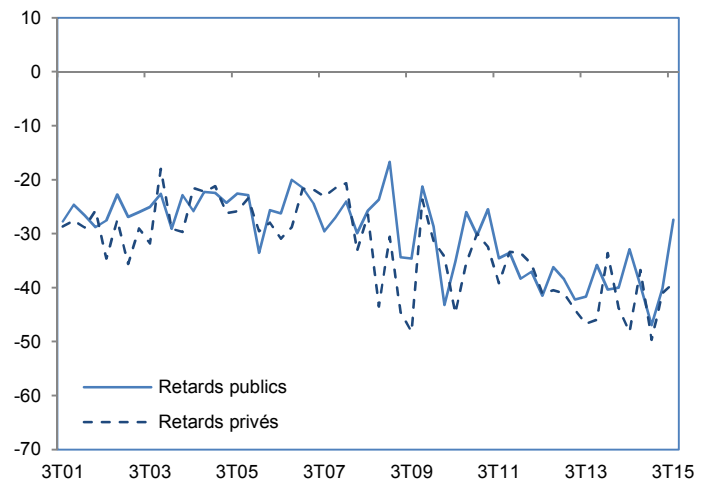
→ Evolution des soldes d'opinion concernant :
les délais de paiement par type de clientèle



→ Evolution du solde d'opinion concernant :
les retards de paiement de l'ensemble de la clientèle



→ Evolution des soldes d'opinion concernant :
les retards de paiement par type de clientèle



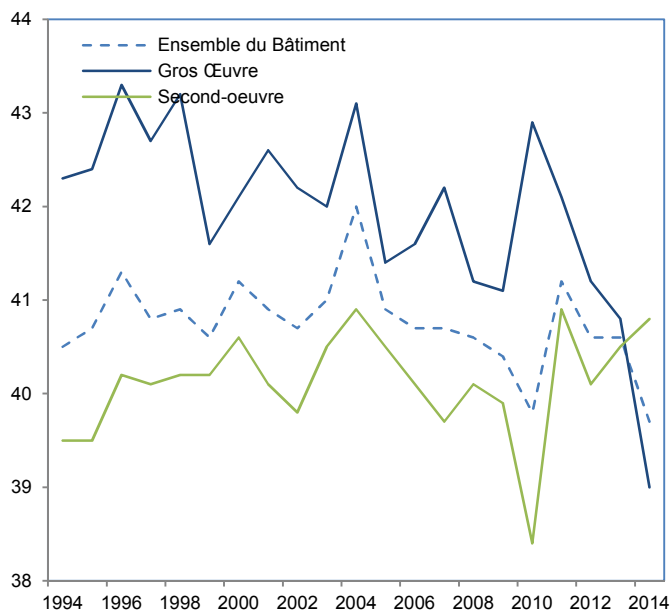
5- L'emploi

5-1 Quel est l'âge moyen de votre personnel ?

(en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Autres corps d'état
2010	39,8	42,9	38,4
2011	41,2	42,1	40,9
2012	40,6	41,2	40,1
2013	40,6	40,8	40,5
2014	39,7	39,0	40,8
2015	40,7	40,2	40,9

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

L'âge moyen du personnel des entreprises ayant répondu à l'enquête de conjoncture est de 40,7 ans (+1 an par rapport à 2014). L'âge moyen dans le Gros Œuvre est de 40,2 ans (+1,2 an par rapport à 2014) contre 40,9 ans dans les autres corps d'état (+0,1 an par rapport à 2014). Le renouvellement insuffisant de la population salariée du Bâtiment en Ile-de-France est une autre conséquence du manque d'activité.

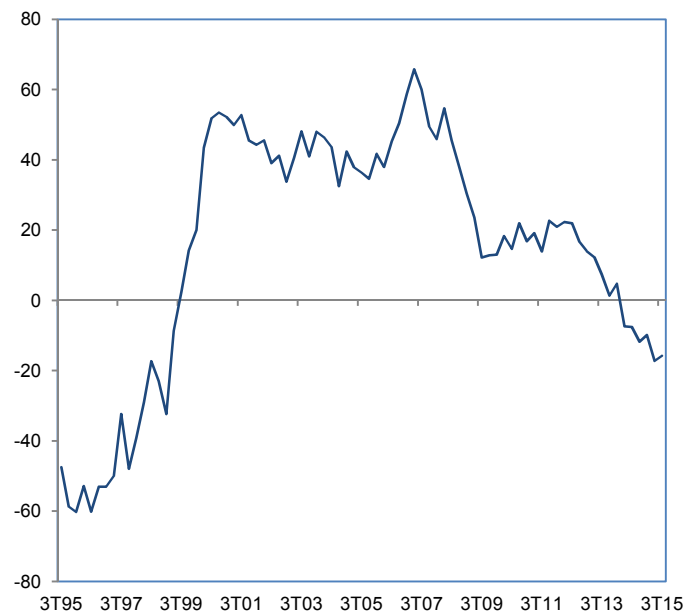


5-2 Ecrivez-vous des difficultés de recrutement ?

(en %)	oui	non	écart
3e trimestre 2013	54	46	+8
4e trimestre 2013	51	49	+2
1er trimestre 2014	52	48	+4
2e trimestre 2014	46	54	-8
3e trimestre 2014	46	54	-8
4e trimestre 2014	44	56	-12
1er trimestre 2015	45	55	-10
2e trimestre 2015	41	59	-18
3e trimestre 2015	42	58	-16

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

42% des chefs d'entreprises éprouvent des **difficultés de recrutement**, niveau inférieur de 19 points à la moyenne sur 10 ans. Dans le contexte actuel, marqué par la faiblesse de l'activité, la part des entreprises confrontées à une insuffisance de personnel est faible ce qui diminue les besoins en recrutement.



5-3 Pour quel type de personnel éprouvez-vous des difficultés de recrutement ?

(en %)	ouvriers d'exécution	ouvriers professionnels	ETAM	cadres
3e trimestre 2014	4	24	44	40
4e trimestre 2014	4	22	47	36
1er trimestre 2015	3	23	39	44
2e trimestre 2015	3	25	46	38
3e trimestre 2015	5	27	50	44

NB : total supérieur à 100%, car plusieurs réponses sont possibles à cette question.

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

Pour les entreprises qui rencontrent des difficultés de recrutement (42% des entreprises), le point noir reste le recrutement d'ETAM. Suivent le recrutement de cadres et d'ouvriers professionnels. En effet :

- 50% de ces entreprises signalent des difficultés à recruter des ETAM (+6 points sur un an),
- 44% de ces entreprises signalent des difficultés à recruter des cadres (+4 points sur un an),
- 27% de ces entreprises signalent des difficultés à recruter des ouvriers professionnels (+3 points sur un an).

5-4 Formez-vous des apprentis ?

(en %)	oui	non
3e trimestre 2013	67	33
4e trimestre 2013	69	31
1er trimestre 2014	67	33
2e trimestre 2014	66	34
3e trimestre 2014	67	33
4e trimestre 2014	70	30
1er trimestre 2015	68	32
2e trimestre 2015	68	32
3e trimestre 2015	66	34

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

66% des chefs d'entreprise du Bâtiment en Ile-de-France **forment des apprentis**. Ce taux, très élevé, s'explique par l'implication forte des chefs d'entreprise du Bâtiment dans la transmission du savoir.

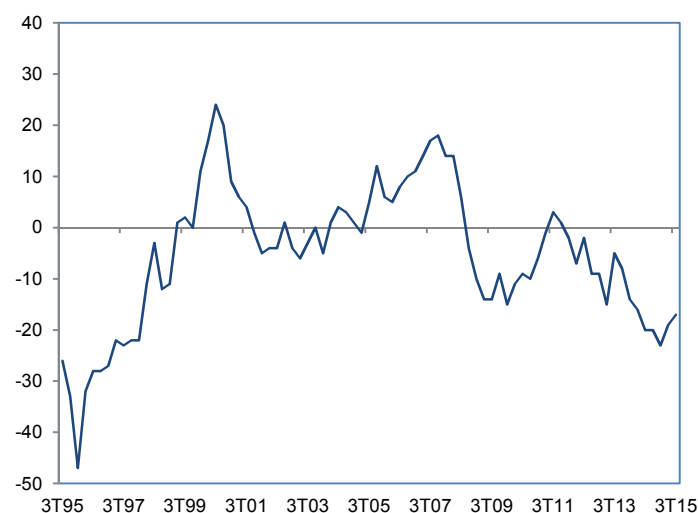
Après avoir fortement accéléré au premier trimestre 2015, **le rythme des destructions d'emploi** a ralenti. Le solde d'opinion s'établit à -17. Après deux trimestres consécutifs de hausse (+2 points après +4 points), le solde d'opinion s'établit à -17, soit 14 points en dessous de sa moyenne sur dix ans. Le solde d'opinion relatif aux **perspectives d'emploi** progresse de 8 points pour s'établir à -12, niveau nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans.

L'emploi est orienté à la baisse depuis le premier trimestre 2014. Pendant les premières années de cette crise exceptionnellement longue, les entreprises ont démontré leur volonté de maintenir leur outil de production. Malheureusement, la baisse continue de l'activité et des prix ont fortement réduit leur marge de manœuvre. Seules une croissance pérenne de l'activité et une remontée des prix permettra de restaurer la situation financière des entreprises et leur capacité à développer l'emploi.

5-5 Comment ont évolué vos effectifs totaux (salariés ou non) ces trois derniers mois ?

(en %)	en hausse	stable	en baisse	écart
3e trimestre 2013	14	67	19	-5
4e trimestre 2013	12	68	20	-8
1er trimestre 2014	10	66	24	-14
2e trimestre 2014	10	64	26	-16
3e trimestre 2014	8	64	28	-20
4e trimestre 2014	8	64	28	-20
1er trimestre 2015	8	61	31	-23
2e trimestre 2015	7	67	26	-19
3e trimestre 2015	10	63	27	-17

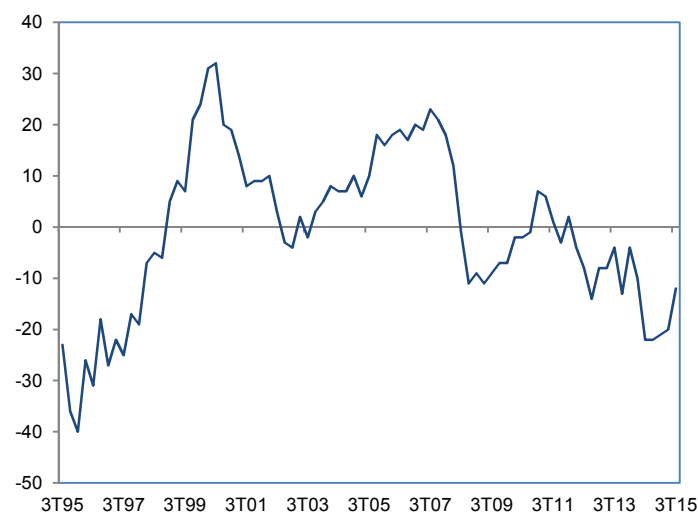
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



5-6 Comment vont évoluer vos effectifs totaux (salariés ou non) ces trois prochains mois ?

(en %)	en hausse	stable	en baisse	écart
3e trimestre 2013	11	74	15	-4
4e trimestre 2013	7	73	20	-13
1er trimestre 2014	9	78	13	-4
2e trimestre 2014	8	74	18	-10
3e trimestre 2014	6	66	28	-22
4e trimestre 2014	4	69	27	-23
1er trimestre 2015	5	68	27	-22
2e trimestre 2015	6	68	26	-20
3e trimestre 2015	9	70	21	-12

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



6- Les investissements des entreprises

6-1 Avez-vous effectué des investissements ?

(en %)	Ensemble du Bâtiment			Gros Œuvre			Autres corps d'état		
	oui	non	écart	oui	non	écart	oui	non	écart
2008	51	49	+2	62	38	+24	46	54	-8
2009	55	45	+10	60	40	+20	52	48	+4
2010	52	48	+4	57	43	+14	50	50	0
2011	49	51	-2	53	47	+6	47	53	-6
2012	50	50	0	61	39	+22	45	55	-10
2013	49	51	-1	56	44	+12	46	54	-8
2014	51	49	+2	56	44	+12	49	51	-2

NB : Indicateur élaboré chaque année au premier trimestre pour l'année écoulée

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

6-2 Quelle est l'objectif de vos investissements ?

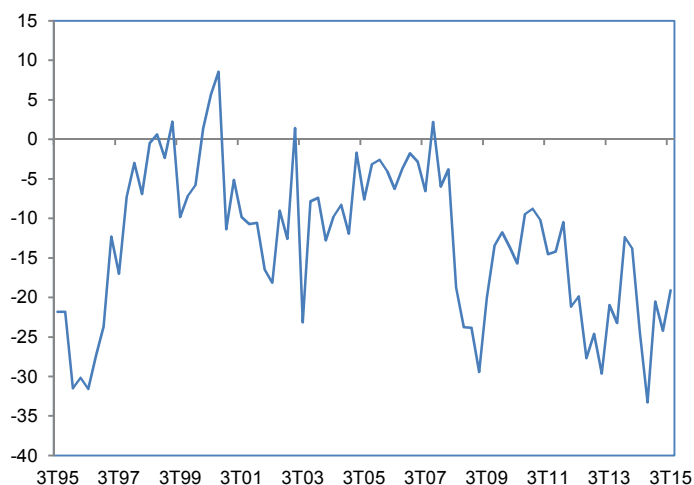
(en %)	Ensemble du Bâtiment		Gros Œuvre		Autres corps d'état	
	renouvellement	extension de capacité	renouvellement	extension de capacité	renouvellement	extension de capacité
2008	80,0	20,0	82,6	17,4	79,0	21,0
2009	80,8	19,2	81,9	18,1	80,3	19,7
2010	81,4	18,6	80,7	19,3	81,7	18,3
2011	79,8	20,2	78,8	21,2	80,2	19,8
2012	79,2	20,8	80,0	20,0	78,8	21,2
2013	78,2	21,8	79,7	20,3	77,4	22,6
2014	78,8	21,2	76,7	23,3	79,8	20,2

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

6-3 Comment estimez-vous le niveau de vos dépenses d'investissement par rapport à l'année précédente ?

(en %)	en hausse	en baisse	écart
3e trimestre 2013	8	29	-21
4e trimestre 2013	9	33	-24
1er trimestre 2014	14	26	-12
2e trimestre 2014	14	28	-14
3e trimestre 2014	8	32	-24
4e trimestre 2014	7	40	-33
1er trimestre 2015	10	31	-21
2e trimestre 2015	7	31	-24
3e trimestre 2015	9	28	-19

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



Malgré un contexte incertain, 51% des entreprises ont déclaré avoir réalisé des investissements en 2014 (+ 2 points par rapport à 2013). La part d'entreprise réalisant des investissements se rapproche du niveau observé avant la crise de 2007. 21,2% de leurs investissements ont été consacrés aux extensions de capacité (contre 30,7% avant la crise de 2007).

Par corps d'état, la part des entreprises de Gros Œuvre qui ont déclaré avoir fait des investissements en 2014 est stable. En revanche, la part de leurs investissements consacrés aux extensions de capacité progresse de 3 points. Dans les autres corps d'état, 20,2% des investissements sont consacrés aux extensions de capacité (-2,4 points).

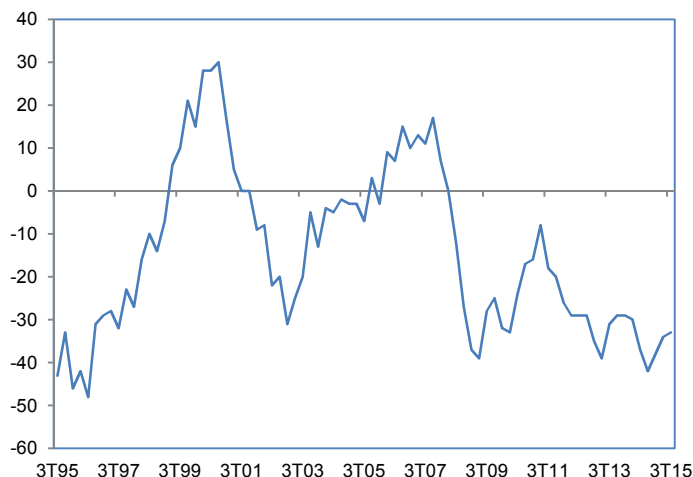
Alors qu'en fin d'année 2014, 40% des chefs d'entreprise estimaient que **leur capacité d'investissement** serait réduite en 2015 par rapport au niveau atteint en 2014, cette proportion s'établit à 28% au troisième trimestre 2015. Après avoir baissé au deuxième trimestre, la part des chefs d'entreprise qui anticipent une hausse de leurs investissements remonte à 9% au troisième trimestre. Au final, les chefs d'entreprise ont revu leurs projets d'investissement à la hausse sur les neuf premiers mois de 2015, signe de l'amélioration de leurs perspectives d'activité à long terme. En revanche, l'évolution irrégulière de cet indicateur reflète la volatilité actuelle du climat des affaires.

7- Les Prix

→ opinion sur l'évolution des prix sur l'ensemble des marchés du bâtiment dans les trois prochains mois (en %)

(en %)	en hausse	en baisse	écart
3e trimestre 2013	4	35	-31
4e trimestre 2013	5	35	-30
1er trimestre 2014	6	34	-28
2e trimestre 2014	2	32	-30
3e trimestre 2014	3	39	-36
4e trimestre 2014	4	46	-42
1er trimestre 2015	1	39	-38
2e trimestre 2015	1	35	-34
3e trimestre 2015	3	36	-33

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



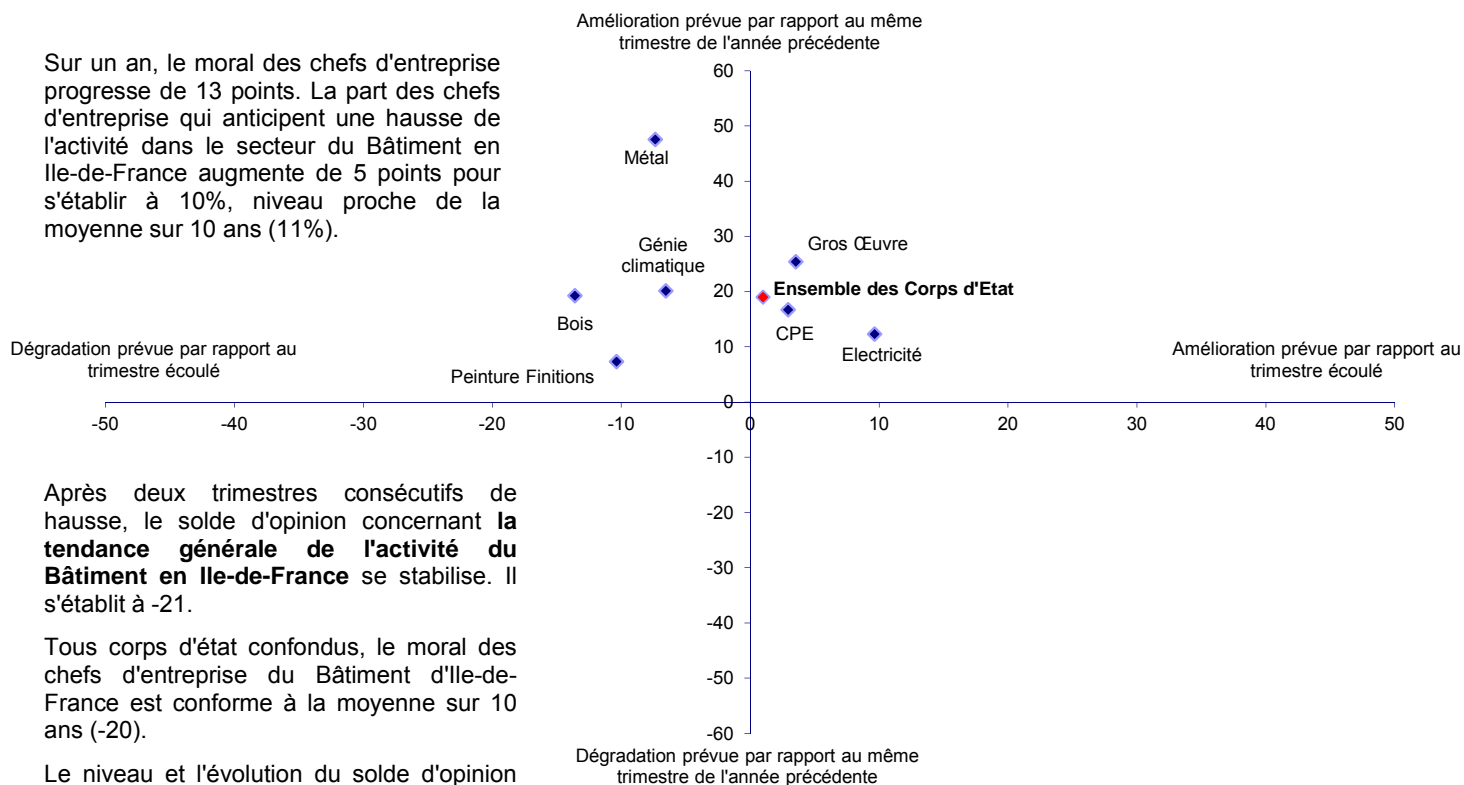
Les prix sont attendus en baisse pour le quatrième trimestre 2015 par 36% des sondés (+1 point par rapport au trimestre précédent). Seuls 3% des chefs d'entreprise anticipent une hausse des prix. Le solde d'opinion progresse pour le troisième trimestre consécutif pour s'établir à -33, niveau nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (-13). Le corps d'état le plus touché est l'Electricité. Il est suivi par la Peinture-Finitions.

Le maintien des prix à des niveaux anormalement bas renforce les difficultés financières des entreprises déjà affectées par les délais et les retards de paiement. Les prix trop bas et la concurrence déloyale sont donc une préoccupation majeure des chefs d'entreprise.

8- La tendance générale du bâtiment

8-1 La tendance générale prévue du Bâtiment en Ile-de-France

Sur un an, le moral des chefs d'entreprise progresse de 13 points. La part des chefs d'entreprise qui anticipent une hausse de l'activité dans le secteur du Bâtiment en Ile-de-France augmente de 5 points pour s'établir à 10%, niveau proche de la moyenne sur 10 ans (11%).



Après deux trimestres consécutifs de hausse, le solde d'opinion concernant la **tendance générale de l'activité du Bâtiment en Ile-de-France** se stabilise. Il s'établit à -21.

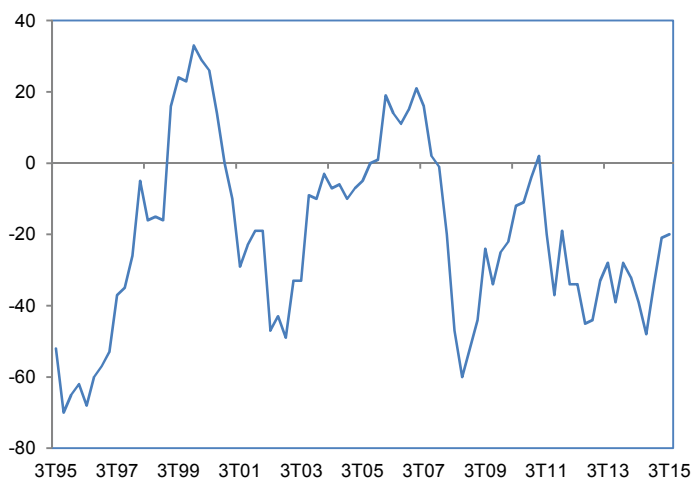
Tous corps d'état confondus, le moral des chefs d'entreprise du Bâtiment d'Ile-de-France est conforme à la moyenne sur 10 ans (-20).

Le niveau et l'évolution du solde d'opinion témoignent d'un retour progressif du moral des chefs d'entreprise.

8-2 Quelle évolution de l'activité vous paraît la plus probable dans les trois prochains mois pour l'ensemble de l'industrie du bâtiment ?

(en %)	en hausse	stable	en baisse	écart
3e trimestre 2013	7	59	34	-27
4e trimestre 2013	5	50	45	-40
1er trimestre 2014	6	60	34	-28
2e trimestre 2014	4	59	37	-33
3e trimestre 2014	5	51	44	-39
4e trimestre 2014	3	46	51	-48
1er trimestre 2015	7	52	41	-34
2e trimestre 2015	11	57	32	-21
3e trimestre 2015	10	59	31	-21

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



31% des chefs d'entreprise anticipent une dégradation du climat des affaires dans le Bâtiment en Ile-de-France au quatrième trimestre 2015. Cette part baisse pour le troisième trimestre consécutif (-1 point après -9 points et -10 points) et est conforme à la moyenne sur 10 ans (31%).

Les résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture FFB Grand Paris - INSEE montrent que le climat conjoncturel est resté très difficile au troisième trimestre 2015, dans la continuité des trimestres précédents. Il faut néanmoins noter le niveau du moral des chefs d'entreprise, conforme à la normale, et la remontée, encore fragile, des soldes d'opinion concernant les perspectives d'activité et l'évolution des prix. Le rythme d'amélioration de la conjoncture est cependant trop lent et insuffisant pour rétablir la situation financière des entreprises et développer l'emploi. Sans retour de la croissance et remontée des prix, il sera difficile de limiter les conséquences sur l'emploi de cette crise exceptionnellement longue.

8-3 Opinion par corps d'état concernant l'évolution la plus probable de l'activité dans les trois prochains mois pour l'ensemble de l'industrie du Bâtiment

(en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etanchéité	Métallerie	Génie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
Au 3e trimestre 2015								
En hausse	10	11	24	12	14	13	6	7
stable	59	60	40	53	58	59	55	66
En baisse	31	29	36	35	28	28	39	27
écarts	-21	-18	-12	-23	-14	-15	-33	-20

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

Au 3e trimestre 2014

En hausse	5	4	10	6	0	2	3	8
stable	51	48	48	48	39	61	53	51
En baisse	44	48	42	46	61	37	44	41
écarts	-39	-44	-32	-40	-61	-35	-41	-33

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

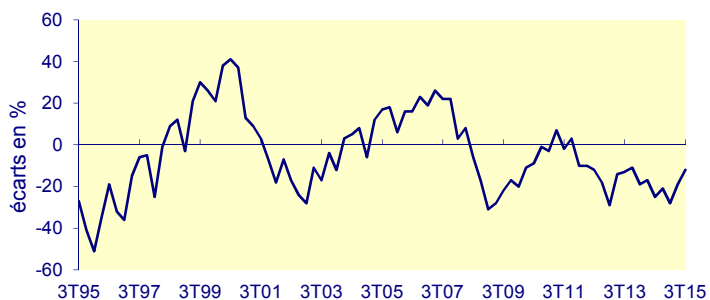
Au troisième trimestre 2015, seul le solde d'opinion concernant la tendance générale du Bâtiment en Ile-de-France des entreprises du corps d'état de la Peinture-Finitions (-33) est inférieur à sa moyenne sur 10 ans (-29).

Par rapport aux résultats de l'enquête de conjoncture du deuxième trimestre 2015, il faut noter la hausse du moral des chefs d'entreprises des corps d'état du Gros Œuvre (+4 points), de la Couverture-Plomberie-Etanchéité (+3 points) et de l'Electricité (+10 points).

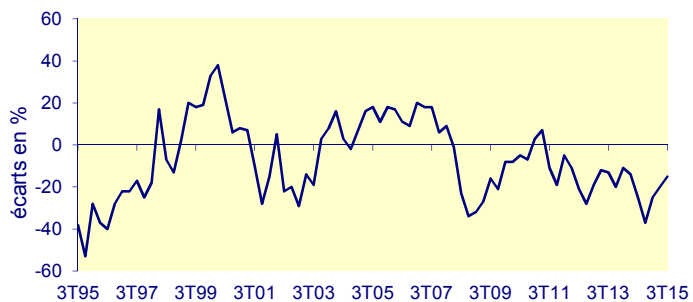
Sur un an, par rapport aux résultats de l'enquête de conjoncture du troisième trimestre 2014, le moral des chefs d'entreprise progresse dans l'ensemble des corps d'état. Le moral des chefs d'entreprise du Métal enregistre la plus forte hausse (+48 points), suivi par celui des chefs d'entreprise du Gros Œuvre (+25 points).

Opinion des chefs d'entreprise sur ...

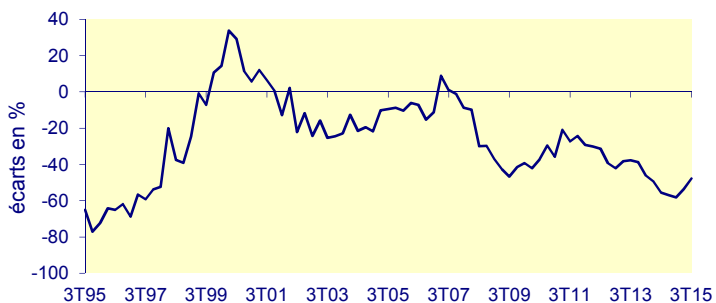
Activité passée



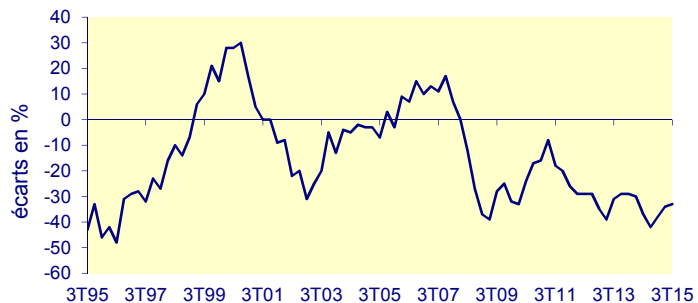
Activité prévue



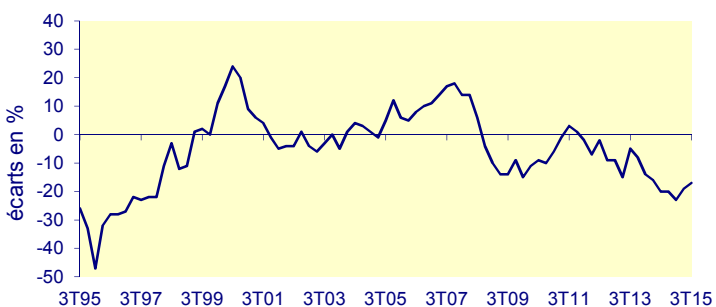
Carnets de commandes



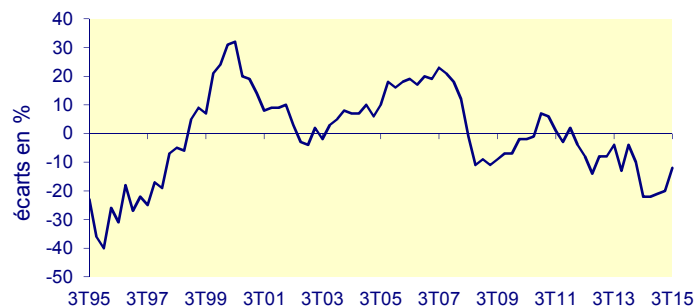
Prix



Effectifs passés



Effectifs prévus



Climat général

